

Commissie voor Buitenlandse
Betrekkingen

van

DONDERDAG 1 OKTOBER 2026

Namiddag

Commission des Relations
extérieures

du

JEUDI 1 OCTOBRE 2026

Après-midi

La réunion publique de commission est reprise à 9 h 07 et présidée par M. Michel De Maegd.
De openbare commissievergadering wordt hervat om 9.07 uur en voorgezeten door de heer Michel De Maegd.

Le **président**: Chers collègues, nous allons pouvoir reprendre les travaux de notre commission. Els Van Hoof, notre vénérée présidente est en retard. Je vais donc démarrer la commission à sa place et elle prendra le relais pas la suite.

Comme il a été convenu hier en commission, nous allons poursuivre les débats d'actualité qui avaient été entamés lors du premier débat hier. Nous en étions arrivés à la réponse du ministre. Il va reprendre là où il s'était arrêté hier, puis il y aura les répliques. Pour le reste, nous irons jusqu'au terme des débats d'actualité ce matin, au plus tard jusqu'à 14 h 00, même si, en principe, nous devrions terminer plus tôt.

En ce qui concerne les réponses aux autres questions, une proposition a été formulée et acceptée par la commission hier: soit transformer ces questions en questions écrites et recevoir une réponse du cabinet au plus tard lundi, soit les reporter à la prochaine séance de questions orales. Mais tout cela a déjà été expliqué hier.

Nous sommes donc dans le débat d'actualité relatif à la situation à Gaza ainsi qu'au conflit israélo-palestinien. Je vais dès lors demander au ministre de reprendre sa réponse là où il s'était arrêté hier en commission.

[01] Hervatting van het actualiteitsdebat over Israël-Palestina en toegevoegde vragen van

- Sandro Di Nunzio aan Bart De Wever (eerste minister) over "Minister Ben-Gvir, Belgische opvarenden en de grenzen van de Belgische Israëlpolitiek" (56016364C)
- Meyrem Almaci aan Bart De Wever (eerste minister) over "De importban voor producten uit de bezette gebieden" (56016669C)
- Nabil Boukili aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het invoerverbod voor producten uit de Israëlische nederzettingen" (56017283C)
- Raoul Hedebouw aan Bart De Wever (eerste minister) over "De importban op producten uit de bezette gebieden" (56017328C)
- Achraf El Yakhoulfi aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het importverbod voor producten uit Israël" (56017385C)
- Christophe Lacroix aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het voor België negatieve arrest van het hof van beroep in het licht van de genocide in Gaza" (56017795C)
- Achraf El Yakhoulfi aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De erkenning van Palestina" (56017836C)
- Sandro Di Nunzio aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De onenigheid over de erkenning van de Staat Palestina" (56017851C)
- Meyrem Almaci aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het Palestina-akkoord en de regeringspositie over de erkenning van Palestina" (56017952C)
- Sarah Schlitz aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De erkenning van Palestina en de uitvoering van het akkoord" (56017955C)
- Britt Huybrechts aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De erkenning van Palestina en de importban" (56018040C)
- Els Van Hoof aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het importverbod voor producten uit Israëlische nederzettingen en de erkenning van Palestina" (56018056C)
- Nabil Boukili aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De erkenning van Palestina" (56018094C)
- Sandro Di Nunzio aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De Europese verdeeldheid rond de sancties tegen illegale Israëlische nederzettingen" (56018107C)

[01] Reprise du débat d'actualité sur Palestine-Israël et questions jointes de

- Sandro Di Nunzio à Bart De Wever (premier ministre) sur "Le ministre Ben-Gvir, la flottille belge et les limites de la politique belge à l'égard d'Israël" (56016364C)
- Meyrem Almaci à Bart De Wever (premier ministre) sur "L'interdiction d'importation de produits issus des territoires occupés" (56016669C)
- Nabil Boukili à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'interdiction d'importation visant les colonies israéliennes" (56017283C)
- Raoul Hedebouw à Bart De Wever (premier ministre) sur "L'interdiction des importations de produits provenant des territoires occupés" (56017328C)
- Achraf El Yakhoulfi à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'interdiction d'importation visant Israël" (56017385C)
- Christophe Lacroix à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'arrêt de la cour d'appel contre l'État belge face au génocide à Gaza" (56017795C)
- Achraf El Yakhoulfi à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La reconnaissance de la Palestine" (56017836C)
- Sandro Di Nunzio à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les divergences concernant la reconnaissance de l'État de Palestine" (56017851C)
- Meyrem Almaci à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'accord sur la Palestine et la position du gouvernement sur la reconnaissance de la Palestine" (56017952C)

- Sarah Schlitz à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La reconnaissance de la Palestine et la mise en oeuvre de l'accord" (56017955C)
- Britt Huybrechts à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La reconnaissance de la Palestine et l'interdiction d'importation" (56018040C)
- Els Van Hoof à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'interdiction d'importation depuis les colonies israéliennes et la reconnaissance de la Palestine" (56018056C)
- Nabil Boukili à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La reconnaissance de la Palestine" (56018094C)
- Sandro Di Nunzio à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les divisions européennes concernant les sanctions contre les colonies israéliennes illégales" (56018107C)

01.01 **Maxime Prévot**, ministre: Je vous remercie, monsieur le président.

Effectivement, comme nous avons eu la bonne intuition d'enregistrer hier le début de ma réponse, nous transmettons cet enregistrement aux services de la Chambre afin d'en faciliter la retranscription, parce que réimproviser une improvisation est toujours un exercice un peu compliqué.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires pour vos nombreuses questions une nouvelle fois sur cette thématique dont on a déjà eu l'occasion de débattre à très nombreuses reprises.

Ça fait en effet plus d'un an que j'ai obtenu l'accord du gouvernement sur un paquet de mesures et cela fait aussi un an que je viens répondre en commission ou en plénière à vos questions régulières sur la mise en œuvre de cet accord. Les questions qui parfois reviennent en boucle malgré les éléments déjà antérieurement fournis et les décisions déjà prises.

Vous me permettez donc de ne pas à nouveau réitérer mon point de vue et celui du gouvernement sur la reconnaissance de la Palestine, à quelles conditions sous quelle forme, sur le fait que oui je confirme que j'ai mandat pour soutenir au niveau européen tous les types d'initiatives ou de sanctions qui pourraient être proposés y compris relatives à l'accord d'association etc.

Je vous invite à relire les propos que j'ai pu tenir antérieurement sur le sujet parce que ce n'est pas parce que les semaines s'écoulent que ces positions évoluent.

J'entends que certains considèrent que tout ça c'était du vent, des simples effets d'annonce. J'ai aussi connu jusqu'à y a pas très longtemps le jeu de l'opposition et donc on a toujours cette tendance à avoir peine à reconnaître que la majorité a pu faire des choses positives et a pu avancer. On a cette fameuse habitude de regarder dossiers par la serrure belge, plutôt qu'en ayant un peu de recul et de vue d'ensemble.

Je l'ai encore répété en séance plénière la semaine dernière : La Belgique figure avec les mesures que nous avons déjà pu prendre dans quatorze de tête des pays européens. Je sais que parfois ça semble faire mal à certaines oreilles. Les pays européens parmi les plus volontaristes sur cette question, et nous sommes d'ailleurs identifiés comme tels par les partenaires européens.

Je n'attends plus que l'opposition puisse le dire ou le reconnaître. J'en ai fait le deuil. J'aspire encore, parce que je suis quelqu'un qui croit encore à la force de l'engagement et de la conviction et aussi à l'honnêteté intellectuelle que de temps à autre on puisse aussi dans un exercice de politique comparée, se rendre compte que si il y a évidemment des choses qui ont été faites en Belgique - et dont vous ne m'avez jamais entendu prétendre qu'elles étaient la panacée, qu'elles étaient maximalistes.

Bien sûr, nous avons pris des mesures importantes à notre niveau, mais je suis conscient, et là je peux joindre ma voix à la vôtre, que ces mesures seront toujours insuffisantes dans leur impact, tant qu'il n'y aura pas au niveau européen ou international de décisions collectives qui pourraient être prises dans le même sens.

Et donc si vous attendez que la Belgique a elle seule puisse résoudre le conflit israélo-palestinien, je

crains que nous soyons alors, pendant quelques années encore, de dialogue de sourds.

Si vous pensez que la Belgique à elle seule a la capacité y compris avec des mesures nationales de faire fléchir l'intégralité de l'attitude du gouvernement de M. Netanyahu, alors je crains que nous serons encore partis pour un jeu de ping-pong stérile pendant de nombreuses années.

Nous avons notre rôle à jouer. Nous l'avons joué et il y a certainement encore matière à faire plus et davantage, certainement au niveau européen, je vais y revenir.

Parce que tant qu'il n'y a pas une masse critique de pays, un enjeu d'échelle pour pouvoir effectivement espérer faire fléchir l'attitude du gouvernement israélien, alors vous comme moi vous resterez frustrés.

Et vous comme moi, nous devons continuer de déplorer une situation sur le terrain qui ne s'améliore guère parce que c'est ça la réalité malgré les annonces faites et les accords signés : Sur le terrain, la situation reste particulièrement problématique. À Gaza, nous le savions déjà - en Cisjordanie également - La situation d'ailleurs sur le terrain là-bas, c'est largement détériorée.

L'urgence qui prévalait il y a un an reste donc aujourd'hui pleinement d'actualité.

Permettez-moi aussi de commencer à répondre à vos questions sur la situation à Gaza afin d'en venir à quelques nouvelles questions que vous posez parce qu'il y a quand même une ou l'autre nouvelle sur lesquelles alors ne m'étant pas encore exprimé, je vais davantage me focaliser.

Mevrouw Depoorter, Monsieur De Maegd, un an après l'annonce du plan de paix pour Gaza, le sort de la population reste catastrophique. Il n'y a pas d'autre terme.

Deux millions Gazaouis, désormais confinés sur environ un tiers du territoire de la bande de Gaza, s'apprentent à affronter l'hiver dans des conditions de vie misérables. Les services essentiels et les infrastructures demeurent gravement endommagés.

Les violations presque quotidiennes du cessez-le-feu combinées à de sévères restrictions de mouvement et des limitations persistantes sur l'entrée des biens, notamment à double usage et à l'action humanitaire en général, entravent les efforts de la communauté internationale visant à améliorer le quotidien des habitants.

Les problèmes identifiés par les acteurs humanitaires pour l'acheminement de l'aide sont issus de freins politiques et non de freins logistiques. Dans les différents fora, au niveau européen ou international, la Belgique continue d'appeler un accès humanitaire qui soit sûr et sans entrave ainsi qu'à la délivrance d'une aide humanitaire qui respecte les principes humanitaires.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre.

01.02 **Maxime Prévot,** ministre: Je vais donc reprendre là où je m'étais arrêté. En l'occurrence, je rappelais que les problèmes identifiés par les acteurs humanitaires pour l'acheminement de l'aide résultent bien de blocages politiques et non de contraintes logistiques.

Dans les différents forums, tant au niveau européen qu'international, la Belgique continue de plaider en faveur d'un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave, ainsi que pour une aide humanitaire respectant les principes humanitaires. Cette aide doit notamment être neutre et non militarisée.

La Belgique reste attentive aux actions possibles, qu'elles soient individuelles ou collectives, en utilisant l'ensemble des leviers possibles – qu'ils soient économiques, politiques ou autres – afin de tenter utilement d'influencer les parties au conflit et d'améliorer les conditions de vie des Gazaouis.

Soyons honnêtes, les avancées concrètes du plan de paix tardent à se matérialiser. Malgré la disposition affichée par le Hamas à transférer la gouvernance de Gaza au comité technocratique chargé de la gouvernance transitoire de la bande de Gaza, ni ce comité ni une éventuelle force internationale de stabilisation n'ont encore pu entrer à Gaza. La question centrale du désarmement du Hamas et des autres groupes armés semble au point mort.

Après plusieurs cycles de discussions facilités par les pays médiateurs de la région, le Hamas a donné son accord de principe à la feuille de route en 15 points du Haut Représentant du *Board of Peace*, Nikolay Mladenov, visant à faire progresser parallèlement son désarmement et le retrait israélien de Gaza. Le refus opposé jusqu'à présent par Israël à cette feuille de route empêche actuellement toute avancée sur cette question.

De internationale pers heeft nog steeds geen bewegingsvrijheid in Gaza. Twee Israëlische filmmakers die een documentaire maakten over de oorlog in Gaza werden overspoeld met bedreigingen vanuit de hoogste kringen. Mijnheer El Yakhloufi, ik heb de film NAZA zelf niet gezien. Ik ben het vanzelfsprekend fundamenteel oneens met de reactie van de Israëlische autoriteiten ten aanzien van die regisseurs. België blijft zich inzetten voor persvrijheid, artistieke vrijheid en vrijheid van de media. Niemand mag het slachtoffer worden van intimidatie, bedreigingen of represailles wegens het aan de kaak stellen van systemen of van praktijken die leiden tot schendingen van de mensenrechten.

Via onze posten ter plaatse hebben wij ook regelmatig contact met journalisten en met mensenrechtenorganisaties. We steunen (...) projecten in het middenveld, in het bijzonder via Belgische ngo's en via Enabel. In juli sloot België zich aan bij een gezamenlijke verklaring van de Media Freedom Coalition over de situatie van journalisten in het Midden-Oosten. Daarin uiten wij onze bezorgdheid over de toenemende beperkingen voor journalisten en de belemmering van hun toegang tot de betrokken gebieden die hen verhinderen om onafhankelijk verslag uit te brengen over de realiteit van het conflict.

Mijn diensten zullen de situatie inzake fundamentele vrijheden en in het bijzonder de persvrijheid in Israël en in Palestina nauwgezet blijven opvolgen. België zal daarnaast passende gelegenheden blijven benutten om zijn bezorgdheden daarover over te brengen aan de betrokken autoriteiten.

Mevrouw Depoorter, mevrouw Almaci, mijnheer Di Nunzio, monsieur Lacroix, madame Mutyebele, u vraagt mij naar het werk dat onze posten in de regio momenteel verrichten om informatie te verzamelen over de uitsluiting van terroristische organisaties zoals Hamas uit het bestuur van Palestina. Ik kan u vertellen dat zij op het punt staan om hun evaluatie af te ronden. Hun werk wordt bijzonder bemoeilijkt door de beperkte toegang tot de Gazastrook, zoals ik zonet heb vermeld. Zelfs onze diplomaten hebben al drie jaar geen toestemming gekregen om naar daar te reizen. Ik zal open en eerlijk zijn, zoals altijd. Als uit het rapport blijkt dat niet aan de tweede voorwaarde van onze overeenkomst is voldaan, zal ik dat betreuren. We zullen daar evenwel de consequenties van dragen. Mocht het rapport daarentegen aangeven dat wel aan die voorwaarde is voldaan, dan zal ik eisen dat alle partners daarvan de consequenties zullen dragen.

Mesdames, messieurs les parlementaires, en ce qui concerne l'arrêté royal relatif à l'interdiction des produits issus des colonies, comme vous le savez, un accord a pu être trouvé sur ce texte au sein du gouvernement avant l'été.

À la suite de l'avis rendu par le Conseil d'État au début du mois de septembre, certains éléments du texte font actuellement l'objet d'une évaluation par mes services et par ceux des ministres concernés, en particulier les ministres Clarinval et Jambon, qui ont été chargés de l'élaboration de cet arrêté royal.

Nous travaillons rapidement afin de pouvoir aboutir à son adoption dans les prochaines semaines, mais l'avis du Conseil d'État doit être pris au sérieux afin que le texte final soit juridiquement le plus robuste possible. À défaut, nous aurons tout à y perdre.

Mijnheer Di Nunzio, monsieur Boukili, voor inhoudelijke vragen over het KB, controlemechanismen, traceerbaarheid en kwantitatieve douanebeoordelingen verwijs ik u door naar mijn collega's Jambon en Clarinval.

Monsieur De Smet, sur les conclusions que nous tirons de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, je vous invite à relire les réponses que j'ai déjà pu apporter antérieurement à ce sujet. Monsieur Boukili, monsieur El Yakhloufi, monsieur De Smet, au sein de l'Union européenne, nous continuons à plaider activement en faveur d'une interdiction de l'importation des biens, mais aussi des services provenant des colonies.

Dans son *State of the Union*, la présidente de la Commission européenne a indiqué que, pour beaucoup

d'Européens, il est douloureux de constater que les États membres n'ont pas été capables de construire les majorités nécessaires à une réponse unifiée.

Elle a raison. Mais, si je peux me permettre ce commentaire personnel, reconnaissons que ce propos ne manquait ni de sel ni d'audace, lorsque l'on sait que Mme von der Leyen elle-même n'a pas toujours contribué à ce que des propositions soient mises sur la table.

La Commission a, en effet, un rôle majeur à jouer. Je demande, comme plusieurs de nos partenaires, qu'elle vienne avec des propositions législatives concrètes dont nous pourrions débattre. Actuellement, il semble exister des marges de manœuvre pour une interdiction des importations (*import ban*) ainsi que le bannissement de l'espace européen du ministre Ben-Gvir. Or, ces propositions n'ont toujours pas été déposées par la Commission européenne.

Or, vous le savez probablement, au sein du Conseil des affaires étrangères, puis, le cas échéant, du Conseil européen, nous ne pouvons statuer que sur des propositions émanant de la Commission. Nous ne pouvons pas, nous-mêmes, déposer de textes d'initiative afin de solliciter un vote des autres partenaires.

Nous pouvons plaider pour que la Commission européenne, par l'intermédiaire de la Haute Représentante Kaja Kallas, soumette des propositions au Conseil des affaires étrangères, mais nous ne pouvons pas mettre nous-mêmes des textes aux voix.

C'est là que le bât blesse: jusqu'à présent, la Commission n'a proposé aucun texte suffisamment convaincant susceptible de permettre l'expression de votes favorables ou défavorables sur des mesures concrètes.

Volgens mij moeten die opties worden omgezet in concrete voorstellen die we kunnen bestuderen en vergelijken met voorstellen op basis waarvan onderhandelingen kunnen plaatsvinden.

Comme vous avez pu le constater ces dernières semaines, d'autres pays européens ont décidé d'emboîter le pas à la Belgique sur un ensemble de mesures nationales.

Je pense en particulier à l'annonce faite par une coalition de pays, parmi lesquels le Canada, la France, la Norvège et le Royaume-Uni, qui ont également annoncé prendre des mesures visant à interdire, au niveau national, l'importation de produits issus des colonies. Dans leur communiqué, la Belgique a d'ailleurs été louée parmi les pays ayant déjà agi en la matière. Cela ne fait que refléter le nombre croissant de pays quelque peu lassés par l'absence d'une réaction européenne qui soit, sinon unifiée, à tout le moins suffisamment large et majoritaire.

Monsieur Boukili, en ce qui concerne les investissements et les services financiers, je vous invite à relire les réponses que je vous ai déjà apportées lors de précédentes séances. Vous aurez noté au passage que dans la mise à jour de la base de données des entreprises actives dans les colonies, publiée il y a quelques jours par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, il n'y a toujours aucune entreprise belge, ce qui est évidemment un motif de réjouissance.

Monsieur De Smet, monsieur Lacroix, madame Mutyebele, monsieur El Yakhoulfi, concernant la question des sanctions, je ne vais pas une fois de plus rappeler que là aussi nous avons été pionniers, que là non plus, nous n'avons pas à rougir, même si le travail doit évidemment se poursuivre et j'y veille.

Un nouveau listing d'organisations et de colons violents est actuellement en discussion au sein de groupes techniques de l'Union européenne. Les discussions donc sont en cours et la Belgique y apporte ici également son soutien. L'Union européenne doit urgemment adopter une ligne plus dure vis-à-vis du projet de colonisation en zone E1.

Comme vous le savez, le gouvernement israélien a décidé d'avancer dans la publication d'appels d'offres à ce sujet, en dépit des appels de la communauté internationale. Ce projet met particulièrement en péril la viabilité d'une solution à deux États. Un projet doit donc être vigoureusement dénoncé. L'Union européenne doit parler d'une seule voix et mettre très clairement en garde les entreprises et les individus qui participeraient à ce développement inacceptable.

C'est aussi un élément pour lequel j'ai demandé à l'ambassadeur américain, profitant de la rencontre de courtoisie que j'ai pu avoir avec lui en début de semaine, pour qu'il sensibilise la Maison Blanche au regard de l'influence qu'elle est capable d'exercer sur Israël, sur le point de bascule que pourrait représenter pour la région et la perspective d'une solution pacifique à deux États la concrétisation de ce projet E1. J'espère que le relais utile aura pu être opéré.

Voilà, monsieur président, pour les différentes réponses à apporter à ce premier débat d'actualité.

De **voorzitter**: We gaan over tot de replieken met twee minuten spreektijd per lid en maximum vier minuten voor leden die verschillende vragen hebben ingediend. We beginnen met mevrouw Almaci.

01.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, dank u voor uw uitgebreide, maar weinig concrete antwoord. Gisteren hebt u aangegeven dat de oppositie steeds dezelfde vragen stelt en dat u niet meer de illusie hebt dat de oppositie naar uw antwoorden luistert. Ik luister elke keer. Elke keer stel ik zeer concrete vragen. In het kader van het importverbod heb ik gevraagd of er een advies was van de Raad van State en, zo ja, wat daarin stond. Ik heb op die vraag geen antwoord gekregen. Dat is me opgevallen. Ik weet namelijk dat er een advies is. Ik stel die vraag niet toevallig. Het zou trouwens vreemd zijn dat er geen advies is, een jaar na de aankondiging van die maatregel. U hebt al twee keer voor die maatregel moeten betalen.

Ik heb gevraagd naar effectieve controlemechanismen, die werden vermeld in de pers. Ik heb gevraagd of de Syrische Golanhoogte buiten de importban valt. Ik heb gevraagd naar de uitdoovingsclausule. Op al die vragen hebt u niet geantwoord. Ik heb geen advies van de Raad van State nodig om van de minister een antwoord te krijgen met betrekking tot de contouren van die importban en op de vraag of die die naam waardig is. U hebt daarop niet geantwoord. Ik stel nochtans zeer vanzelfsprekende vragen.

01.04 Maxime Prévot, ministre: Puisque Mme Almaci me le permet, je souhaiterais préciser que, s'agissant des aspects opérationnels de cette interdiction d'importation, les questions que vous soulevez maintenant, notamment celles relatives au contrôle effectif et à la manière dont les choses seront mises en œuvre, ne relèvent pas des Affaires étrangères.

Ce ne sont donc pas les Affaires étrangères qui opérationnaliseront cette interdiction d'importation. Nous travaillerons avec les services des douanes ainsi qu'avec le SPF Économie. Je comprends donc parfaitement que vous vous posiez ces questions, mais je vous indique juste courtoisement que cela ne relève pas de ma compétence et que ce sont les ministres Clarinval et Jambon qui pourront vous apporter les éléments de réponse.

Je vous invite donc à leur adresser ces questions.

01.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik dank u voor uw beleefde antwoord, maar u ontwijkt eigenlijk de vraag. Dit debat is gevoerd in de kern en u bent de minister van Buitenlandse Zaken. U hebt niet geschuwd een nota die u eerder op tafel had gelegd, in te trekken, omdat u vindt dat het beschamend is hoe met het debat rond de evacuatie is omgegaan en er te weinig op tafel lag. Naar aanleiding van wat ik in de krant lees, stel ik u de vraag of het niet te weinig is, maar u antwoordt daar niet op, u fietst errond. Het gaat niet om de operationalisering, het gaat om de kern van de zaak. Zal er een importban komen die naam waardig of zal de huidige meerderheid inclusief Les Engagés, cd&v en Vooruit aan windowdressing doen? Of zal die importban toch een beetje effectief zijn?

Op basis van alle ontvangen signalen en omdat u niet volmondig kunt bevestigen dat alle uitwegen afgesloten zijn, kan ik alleen vaststellen dat het om windowdressing gaat. De importban is om te beginnen nog niet van kracht. We mogen bovendien niet weten wat er in het advies van de Raad van State stond en blijkbaar is er een hevig debat over de uitzonderingen gevoerd waarbij de MR en de N-VA het pleit hebben gewonnen. Dat is mijn vaststelling. Ik heb u dus heel punctuele vragen gesteld over de importban.

Ik heb u ook concrete vragen gesteld over de erkenning van Palestina. Ter herinnering, ik heb gevraagd naar de timing. U verwijst opnieuw naar de moeilijke context, maar u hebt zelf die context gecreëerd. Deze regering heeft beslist om twee voorwaarden aan die erkenning te verbinden, terwijl 159 landen

Palestina allang hebben erkend. Dat is natuurlijk de kern van de zaak. U kunt eindeloos rond de pot blijven draaien en Palestina niet erkennen, omdat de context op het terrein de afgelopen 100 jaar moeilijk is geweest. Net zoals bij de importban is het een maat voor niets. Ten aanzien van de twee kernelementen van het akkoord van meer dan een jaar geleden staat de regering met de broek op de enkels. *Excusez-moi l'expression*. Het gaat effectief louter om windowdressing ten aanzien van de buitenwereld. Zo laten we de Palestijnse bevolking natuurlijk wel in de steek.

U hebt misschien wel gelijk dat Europa de Palestijnen nog meer in de steek laat. U kunt dat vaststellen, maar ik stel ondertussen vast dat de collega's van cd&v een heel goed voorstel hebben gedaan met betrekking tot een nationaal sanctiemechanisme en dat de collega's van Vooruit een heel goed voorstel hebben gedaan. U zegt dat er geen Belgische bedrijven actief zijn, maar er zijn wel Belgische banken die banden hebben met bedrijven die in die gebieden zeer actief zijn. De investeringsban die wij als Groen ook hebben voorgesteld, is door regeringspartners op tafel gelegd. Er wordt evenwel geen enkele vooruitgang geboekt. Op basis van uw antwoorden is mijn conclusie dat u de heikele vragen telkens ontwijkt en dat de regering alleen achteruitgaat in plaats van stappen vooruit te zetten. Later in het debat over de evacuatie zullen we daarvan de beste illustratie krijgen.

Voorzitster: Els Van Hoof.
Présidente: Els Van Hoof

01.06 Sandro Di Nunzio (Anders.): Dank u, mijnheer de minister, voor uw antwoorden. Ik treed collega Almaci volmondig bij. Als wij u telkens opnieuw dezelfde vragen stellen, is dat niet omdat wij aan dementie lijden en graag nog eens eenzelfde rondje met u houden met steeds dezelfde argumenten. U bent het wellicht met me eens dat er een belangrijke beslissing is genomen ten aanzien van de bezette gebieden en de importban en dat die een concrete aanleiding vormt voor onze vragen.

Wij van Anders. zijn niet bij elk debat over Israël en Palestina aanwezig, maar enkel wanneer er relevante feiten naar voren komen. De huidige situatie is toch relevant? De reactie met betrekking tot uitsluiting van de Golanhoogte en de bezette gebieden vind ik zeer pertinent. U geeft geen concreet antwoord op de vraag waarom daar een aparte regeling is voorzien en waarom die regio niet wordt opgenomen in het akkoord. Het interesseert me ook te weten wat de Raad van State daarover zegt. We krijgen evenwel geen antwoord op die vraag.

Wat de controle betreft, zullen wij onze vragen aan de ministers Jambon en Clarinval stellen, maar mevrouw Almaci heeft gelijk wanneer zij zegt dat het om een politiek akkoord gaat waarvan u de touwtjes in handen hebt. Het is ongelooflijk jammer dat we geen informatie krijgen over hoe de organisatie verloopt. Uiteraard is het een valkuil dat goederen via andere lidstaten bij ons binnenkomen. Ik ga ervan uit dat u daarover als minister van Buitenlandse Zaken en als vicepremier een visie hebt.

Ik kom tot het meest pertinente punt. Ik hoor u telkens zeggen dat we internationaal worden erkend als een van de voortrekkers op het vlak van de erkenning van Palestina. Het akkoord van september is echter problematisch. We kunnen nooit zeker zijn dat volledig aan die voorwaarden wordt voldaan. De diplomatieke diensten zouden controleren of Hamas niet meer aanwezig is, maar ik vraag me af hoe dat zal verlopen. Betekent het dan, bijvoorbeeld, als twee of drie personen van het bestuur zich beschouwen als behorend tot Hamas, dat de voorwaarde niet vervuld is? Het akkoord is dus echt problematisch.

We zullen onze vragen in de toekomst blijven stellen en hopen daar van u dan pertinente antwoorden op te krijgen.

01.07 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik zal het hierbij laten voor mijn repliek, want ik heb niet het volledige antwoord van de minister gehoord.

De **voorzitster**: De heren El Yakhloufi en Boukili zijn niet in de zaal aanwezig.

01.08 Michel De Maegd (Les Engagés): Je vous remercie, monsieur le ministre, pour votre réponse.

Dans ce conflit, comme dans les autres, je pense que notre boussole doit rester la même: le droit international, la protection des civils et la recherche d'une solution politique crédible.

Il faut pouvoir tenir ensemble plusieurs exigences. La sécurité d'Israël est bien entendu légitime. Le désarmement du Hamas et le transfert de son autorité sont indispensables, mais cela ne peut justifier que les populations civiles paient indéfiniment le prix de cette guerre. De la même manière, rien ne doit nous faire perdre de vue que la paix ne pourra être durable que si les Palestiniens disposent eux aussi d'un véritable horizon politique.

C'est pourquoi l'action de la Belgique doit, à mes yeux, rester très concrète, et elle l'est. Elle consiste à tenter de faire entrer davantage d'aide, soutenir les mécanismes humanitaires, lutter contre les violences et la colonisation en Cisjordanie et préparer les conditions d'une gouvernance palestinienne crédible.

En d'autres termes, il faut continuer à être proactifs en la matière. D'ailleurs, nous le sommes. Comme vous l'avez rappelé, monsieur le ministre, la Belgique figure parmi les pays européens les plus volontaristes, dans le quatuor de tête. Et puis, s'agissant des conditions liées à la reconnaissance, j'entends les collègues les critiquer, mais le gouvernement précédent, dans lequel siégeait également Groen avec l'Open VLD, n'est pas allé jusqu'à aboutir à cette proposition. À un moment donné, il faut être de bon compte: nous pouvons aujourd'hui critiquer ce que nous n'avons pas fait par le passé. Mais c'est évidemment un peu trop simple.

Pour conclure, notre responsabilité est de ne nous résigner ni à la guerre permanente, ni à l'absence de perspectives pour les Palestiniens, ni à l'insécurité pour les Israéliens. La solution à deux États est évidemment extrêmement difficile, mais renoncer à la défendre reviendrait à accepter qu'il n'y ait plus de solution du tout. Nous ne pouvons pas nous y résigner.

Je vous remercie.

01.09 Els Van Hoof (cd&v): Ik heb het antwoord evenmin gehoord. Ik heb wel gehoord dat de erkenning van Palestina niet nakend is. Als partij blijven wij daarop aandringen. Voor bepaalde partijen zal het evenwel nooit genoeg zijn.

Wat de kritiek op het akkoord van september betreft, wil ik erop wijzen dat er in Nederland een soortgelijk akkoord is gesloten en een importban is beslist. De Nederlanders hebben ook een aparte regeling ingevoerd. Op 3 september werd er in de Tweede Kamer een interessant debat gevoerd waar dezelfde kritiek naar boven kwam. We geraken niet vooruit zonder Europese regeling. Dat ontslaat ons echter niet van alle verantwoordelijkheid.

Ook daar spreekt men over onvoldoende douanecapaciteit, over het omzeilen van de ban door binnenkomst via andere EU-landen en de onmogelijkheid om de herkomst van goederen te bepalen zonder medewerking van Israël. Minister Berendsen geeft aan dat er een Europese maatregel moet zijn die de voorkeur wegdraagt, maar dat daarvoor momenteel onvoldoende draagvlak bestaat. De uitbreiding van de maatregel moeten ze eveneens bekijken. Dat is hetzelfde antwoord dat onze minister steeds geeft. Dat neemt niet weg dat we zover mogelijk moeten gaan, ook met een individueel sanctiemechanisme, waarnaar u verwijst, met een importban en de erkenning van Palestina. Alleen kunnen wij dat niet waarmaken. We moeten dat sneeuwbaaleffect op gang brengen binnen Europa.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Débat d'actualité sur l'évacuation d'étudiants de Gaza et questions jointes de

- Lydia Mutyebele Ngoi à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La situation des 12 étudiants boursiers palestiniens bloqués à Gaza" (56018342C)
- François De Smet à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les évacuations à Gaza" (56018542C)
- Britt Huybrechts à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'évacuation d'étudiants à Gaza" (56018565C)
- Rajae Maouane à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les étudiants bloqués à Gaza" (56018573C)
- Khalil Aouasti à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les étudiants boursiers gazaouis en attente d'un visa pour la Belgique" (56018614C)
- Khalil Aouasti à Bart De Wever (premier ministre) sur "La position du gouvernement à la suite de la réunion du kern sur les étudiants boursiers gazaouis" (56018776C)
- Raoul Hedebouw à Bart De Wever (premier ministre) sur "Les 13 étudiants en provenance de Gaza" (56018968C)
- Meyrem Almaci à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La note concernant les évacuations depuis Gaza" (56018987C)
- Nabil Boukili à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les 13 étudiants de Gaza empêchés de rejoindre la Belgique" (56019015C)
- Nabil Boukili à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Des familles titulaires d'un visa toujours bloquées à Gaza" (56019016C)
- Achraf El Yakhoulfi à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Une solution pour les treize étudiants palestiniens" (56019182C)
- Els Van Hoof à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les 13 étudiants de Gaza" (56019528C)

02 Actualiteitsdebat over de evacuatie van studenten uit Gaza en toegevoegde vragen van

- Lydia Mutyebele Ngoi aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De situatie van de 12 Palestijnse beursstudenten die in Gaza vastzitten" (56018342C)
- François De Smet aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De evacuatie uit Gaza" (56018542C)
- Britt Huybrechts aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De evacuatie van studenten uit Gaza" (56018565C)
- Rajae Maouane aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De studenten die Gaza niet kunnen verlaten" (56018573C)
- Khalil Aouasti aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De Gazaanse beursstudenten die op een visum wachten om naar België te reizen" (56018614C)
- Khalil Aouasti aan Bart De Wever (eerste minister) over "Het regeringsstandpunt na de vergadering van het kernkabinet over de beursstudenten uit Gaza" (56018776C)
- Raoul Hedebouw aan Bart De Wever (eerste minister) over "De 13 studenten uit Gaza" (56018968C)
- Meyrem Almaci aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De nota over de evacuatie uit Gaza" (56018987C)
- Nabil Boukili aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De 13 Gazaanse studenten die niet naar België kunnen afreizen" (56019015C)
- Nabil Boukili aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Families met een visum die desondanks Gaza nog steeds niet kunnen verlaten" (56019016C)
- Achraf El Yakhoulfi aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Een oplossing voor de dertien Palestijnse studenten" (56019182C)
- Els Van Hoof aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De 13 studenten in Gaza" (56019528C)

De **voorzitter**: Veel vraagstellers zijn niet aanwezig. Mevrouw Almaci is de eerste op de lijst die

aanwezig is.

02.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik weet niet in hoeverre zaken relevant blijven voor een actuadebat. Voor mij is het echter heel eenvoudig. Ik wil het hebben over uw nota die u op de kern hebt gebracht en vervolgens weer hebt teruggetrokken. U gaf aan dat u het beschamend vond hoe daar werd gechanteerd. Collega's van de N-VA koppelden het dossier immers aan de terugkeerhubs en de samenwerking met de taliban. U kent het wel, het regime dat vrouwen als vee behandelt en het land waar momenteel op het vlak van mensenrechten eerder horror regeert in plaats van normen.

U noemde dat dus chantage. Rectoren van de Belgische universiteiten reageerden ook verontwaardigd. Zij blijven ook aandringen op een oplossing. Vorige week hadden we interpellaties in het Parlement. Ondertussen is er al een vader van wie de vrouw en kinderen door het uitblijven van de evacuatie vastzitten, in hongerstaking gegaan. Er werden ook al een aantal hongerstakers naar het ziekenhuis gebracht.

Minister Van Bossuyt reageerde dat ze wel meeleeft, maar dat het geen chantagemiddel kan zijn om de regering tot bewegen aan te zetten. Dat is opmerkelijk, aangezien het haar partij was die destijds meer dan 1.500 Syrische christenen heeft geëvacueerd uit Syrië naar aanleiding van de noodlijdende situatie van die specifieke groep. Toen heeft de partij hemel en aarde bewogen om speciaal voor hen de nodige visa te voorzien en hen weg te krijgen, tot en met corruptie op het kabinet van de toenmalige staatssecretaris van Asiel en Migratie. Een medewerker mocht immers lijsten opstellen en liet de mensen die hij daarop zette, dik betalen.

Wat er toen allemaal kon, kan blijkbaar nu echter niet. Minister Van Bossuyt zegt namelijk dat ze geen uitzonderingsprocedure wil creëren voor de 13 beursstudenten. Ze zal misschien bekijken in hoeverre de visa verlengd kunnen worden als mensen niet geëvacueerd geraken.

Ook over de evacuatie is haar partij duidelijk: daar zit geen beweging in. Bij de visumaanvragen argumenteert ze dat artikel 60 een persoonlijke verschijning vereist. U gaf dat ook aan. Juristen stellen dat echter in vraag. Er was namelijk ook al een precedent in de Brusselse rechtbank.

Mijn vragen zijn dan ook eenvoudig. Wat is uw reactie op het standpunt van de rectoren, die blijven aandringen op een evacuatie en die zich bereid tonen flexibel om te gaan met de beurzen en de startdatum?

Wat is uw reactie op de hongerstakers? Zult u de nota opnieuw op de kern presenteren?

Welke pistes onderzoekt u nu zelf om mensen te laten vertrekken? Welke concrete stappen onderneemt u als u ziet wat landen rond ons in Europa hebben gedaan? We kunnen wachten op de Europese Unie, maar er zijn ook landen die zelf al initiatief hebben genomen, niet in het minst het Italië van Meloni.

Hoe worden mensen met een visum die wachten op een evacuatie door u geïnformeerd over hun situatie?

Hoe reageert u op de uitspraak van minister Van Bossuyt dat ze geen uitzonderingen wil voorzien voor die 13 Gazaanse studenten? Erkent u dat artikel 60 van de Vreemdelingenwet niet expliciet een persoonlijke verschijning bij een ambassade vereist? Dank u wel.

02.02 Els Van Hoof (cd&v): Ik sluit mij aan bij die vragen.

Ik weet uiteraard wat de positie van de minister is. Hij heeft die ook duidelijk gemaakt in de media. Hij is voor reguliere migratie, net zoals onze partij. Deze migratie is reguliere migratie. De studenten worden door de universiteit streng geselecteerd. Ik heb zelf een aantal profielen gezien. Die studenten zijn zeer hoogopgeleid. We moeten die mensen een kans geven, maar ik denk niet dat ik u daarvan moet overtuigen, mijnheer de minister.

U stelde ook voor om meer dan 1.850 personen in groepjes van 80 te evacueren. Andere Europese landen, waaronder Italië, hebben inderdaad al een evacuatie geregeld. Premier Meloni noemt het een universitaire corridor. We kunnen daaruit heel wat moois leren, hoe tegenstrijdig het ook mag klinken.

We betreuren dus dat er geen akkoord werd bereikt en ik hoop dat er nog een oplossing kan worden gevonden voor die studenten.

Ik heb onlangs de ambassadeurs van de vorige Afghaanse republiek ontvangen die hier in ballingschap zitten. Duitsland heeft inderdaad een maatregel genomen om de terugkeer mogelijk te maken. Men moet daarvoor echter de taliban toelaten op zijn eigen grondgebied, namelijk op de ambassade, waardoor de taliban toegang heeft tot alle gegevens die er maar bestaan over Afghanen in het land. Dat is onaanvaardbaar. We mogen die twee dossiers absoluut niet koppelen. Ik hoop dat ook de regeringsleden daarvan overtuigd raken en dat we op die manier nog een oplossing kunnen vinden.

Wordt er binnen de regering verder onderhandeld over die 13 studenten? Welke initiatieven zal ons land nemen om medische evacuaties vanuit Gaza te faciliteren?

De **voorzitter**: Er zijn geen andere vraagstellers aanwezig. We zien wel wie er aansluit voor de replieken.

02.03 **Maxime Prévot**, ministre: Mesdames, messieurs les députés, je vais être assez bref puisque, jeudi passé, en séance plénière, j'ai déjà eu l'occasion de répondre en détail aux cinq interpellations que plusieurs d'entre vous m'avaient adressées précisément à ce sujet.

Les informations et les positions que j'y ai exposées restent pleinement d'actualité aujourd'hui, seulement quelques jours plus tard. Je n'y reviendrai donc pas en détail. Je vous invite à vous référer à la réponse que j'ai donnée jeudi dernier en séance plénière, y compris en ce qui concerne la question de Mme Almaci concernant les capacités légales et les capacités politiques en matière de délivrance de certains visas.

Ik wens alleen te herhalen dat mijn voorstel blijft gelden. Ik ben bereid de meningsverschillen die daarover binnen de coalitie bestaan verder te bespreken in de hoop een constructieve oplossing te vinden.

Ik heb de kwestie al opnieuw kunnen bespreken in de kern. Ik zal mijn nota formeel opnieuw indienen zodra we een compromis hebben uitgewerkt zonder enige vorm van chantage.

Ik heb nooit geweigerd om andere migratiekwesties te bespreken, maar niet zomaar op elke manier. Afgelopen maandag had ik daarover een gesprek met mijn collega Anneleen Van Bossuyt. De toekomst zal uitwijzen of er binnenkort een consensusoplossing kan worden gevonden.

Wat de 13 betrokken studenten betreft, ben ik me ervan bewust dat het academiejaar al is begonnen en juich ik de aankondiging van de betrokken universiteiten toe dat ze in dat opzicht flexibiliteit zullen betrachten. Ik dank u.

02.04 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Bedankt, mijnheer de minister.

Dit debat wordt gekoppeld aan twee andere dossiers: de terugkeerhubs, waarvoor een aantal landen, zoals Nederland en Oostenrijk, een akkoord willen sluiten met Rwanda begin 2027 en het debat over de taliban.

Ik ben het eens met wat collega Van Hoof zegt en met uw positie. Het is eigenlijk ongelooflijk dat er partijen zijn in de regering die het nog maar overwegen om medewerking en documenten te vragen aan het regime in Kaboel dat vrouwen als minder dan vee behandelt en alle mensenrechten met de voeten treedt. Het is absolute horror om daar als burger te leven. Gewoon al een visum geven waarmee mensen van dat regime ons land mogen binnenkomen...

Het tweede punt gaat over de terugkeerhubs. Ik heb straks nog een vraag over Rwanda, omdat ik niet denk dat de heropstart van de diplomatieke betrekkingen toevallig gebeurt. Ik merk wel dat er een soort dans bezig is binnen de regering en ik hoop dat u niet toegeeft aan die chantage en dat u niet zult plooiën.

U hebt immers al twee keer langs de kassa moeten passeren. U bent vorig jaar langs de kassa

gepasseerd voor het akkoord dat geen akkoord was en u hebt voor de zomer opnieuw langs de kassa moeten passeren en hebt wederom moeten betalen. Nu moet u nog eens betalen. De vraag is hoeveel keer u zult betalen om simpelweg humanitaire principes te respecteren die in ons land, zeker met een premier die de mond vol heeft over de verlichting en de Europese waarden, toch als leidraad zouden moeten gelden.

Ik denk dat u niet anders kunt dan dat blijven benadrukken, ook ten aanzien van mevrouw Van Bossuyt, die in dezen eigenlijk gewoon de vlaggendrager is van de N-VA. U moet het gewicht van uw positie als minister van Buitenlandse Zaken en als vicepremier laten gelden. Anders is het wel duidelijk dat de minister van Asiel en Migratie blijkbaar meer betekent in deze regering dan u, maar dat kan ik me niet voorstellen.

02.05 Els Van Hoof (cd&v): Belangrijk om te weten is dat in Afghanistan zelfs mensen die vrijwillig terugkeren worden gestraft door de taliban. Dat is een vorm van diplomatieke chantage. Zolang een betrokken land de taliban niet toelaat, zal er niets gebeuren. Daarmee valt dus niet te onderhandelen.

Ik vind het dus ongehoord dat die twee worden gekoppeld. Er bestaat geen erger regime in de wereld dan de taliban, die een vrouw minder goed behandelen dan een hond. Elke keer ze een akkoord sluiten in de VN, wordt het de volgende dag strenger voor de vrouw. Het is verschrikkelijk. Men mag dat dus absoluut niet koppelen. Ik vind het onaanvaardbaar en echt niet ethisch dat dat gebeurt.

Wat de 13 studenten betreft, voel ik duidelijk uit uw antwoord dat u nog stappen aan het nemen bent. Ik kan dat alleen maar toejuichen. We zullen daarop blijven terugkomen. Dit is namelijk reguliere migratie en staat in het regeerakkoord. Dit is een win-win. Natuurlijk zal er met een vergrootglas worden gekeken of ze zullen terugkeren, maar dat zal wel zo zijn als ze willen bijdragen tot de heropbouw van Palestina, als dat überhaupt nog mogelijk is. In die zin kunnen we alleen maar toejuichen dat ze naar hier komen om aan de heropbouw te willen bijdragen.

02.06 Sam Van Rooy (VB): Mijnheer de minister, zo dadelijk hebben we hier nog een actuadebat over Iran.

Zoals u weet, worden onschuldige Iraniërs aan de lopende band geterroriseerd en geëxecuteerd door de tirannieke, moorddadige Islamitische Republiek. De Islamitische Republiek is de grootste sponsor van Hamas. U weet wel, die jihadistische terreurorganisatie die sinds 2007 Gaza terroriseert en indoctrineert.

U weet wel, Gaza, dat is de plek waar die 13 zogenaamde studenten vandaan komen. Wie in Gaza is opgegroeid of wie in Gaza zogenaamd heeft gestudeerd, werd geïndoctrineerd met virulente, koranische jodenhaat, met islamitisch martelaarsdenken en met de verheerlijking van dodelijk jihadistisch terrorisme.

In juni bleek dat een student uit Gaza die onderweg was naar Rome een Hamasterrorist is die ook betrokken was bij de grootste slachting op joden sinds de Holocaust, op 7 oktober 2023. Pas nog bleek dat een student uit Gaza die aan een Nederlandse universiteit studeert, de genocidale, jihadistische massaslachting van 7 oktober 2023 toejuicht of er zelfs bij betrokken was. Uit de nieuwe reportage blijkt dat in Antwerpen-Noord, Antwerpistan, zoals wij dat soms durven noemen, ondertussen Hamasleden en jihadisten van Hamas wonen.

Minister, de kans dat een student of eender wie uit Gaza 7 oktober 2023 heeft toegejuicht en/of de moslimterroristen van Hamas en Hezbollah bejubelt, legitimeert of vergoelijkt, is bijna 100 %. De regering moet dus het voorzorgsprincipe toepassen en onze grenzen dichtdoen. Dat geldt niet alleen voor Palestijnse studenten, maar voor alle Palestijnen.

02.07 Kathleen Depoorter (N-VA): Mijnheer de minister, het kan natuurlijk niet de bedoeling zijn om individuele studenten, jonge mensen die zich willen ontplooien, te boycotten. Dat is ook niet de bedoeling. De N-VA heeft het absoluut niet over het feit dat mensen zich willen ontplooien en hier komen studeren. Er zit trouwens een arts bij die aan ons Instituut voor Tropische Geneeskunde heel nuttige zaken zou kunnen komen leren. Vandaar dat een dergelijke discussie altijd toch wel emotioneel is. Men spreekt immers over mensen.

Tegelijk is het ook een heel technisch gegeven. Daar wil ik toch even bij stilstaan. Er is immers de juridische situatie van die mensen, die niet voor iedereen gelijk is. Er zijn studenten die al een visum hebben en er zijn er die nog geen visum hebben en zich ook niet kunnen richten tot een consulaat.

Een tweede zaak is de actieve evacuatie. Daarover is al veel gezegd. België zou gewoon moeten evacueren. Italië heeft inderdaad die universitaire corridors ontplooid, maar in Spanje, vaak hét voorbeeldland in deze commissie, verloopt het daar heel wat stroever. Men worstelt daar met juridische drempels en zoekt ook daar naar oplossingen.

Het is dan ook goed dat minister Prévot blijft praten met minister Van Bossuyt en zoekt naar eventuele oplossingen. Als er juridische mogelijkheden zijn, zullen die ook worden onderzocht. Deze regering gaat immers, waar mogelijk, altijd voor oplossingen.

Ten slotte, wat de onderhandelingen met de taliban betreft, ben ik het absoluut met u eens. Het is een verschrikkelijk regime. Het is een regime dat we niet mogen tolereren. Het is een regime dat we ook niet salonfähig mogen maken. Wat mij echter heel duidelijk bevestigd werd, is dat het om 60 criminele mensen gaat die veroordeeld werden. Dat zijn mensen die, wanneer ze hier vrijkomen, heel veel kwaad kunnen berokkenen aan onze maatschappij. In de tweede plaats is het ook niet zo dat de mensen met wie onderhandeld wordt, toegang zouden krijgen tot alle consulaire diensten, maar alleen tot de gegevens van die 60 mensen die op die lijst staan. Dat is dus iets wat we absoluut binnen de regering moeten uitklaren.

02.08 Michel De Maegd (Les Engagés): Monsieur le ministre, vous avez formulé une proposition. Vous l'avez défendue au sein du gouvernement. Vous avez aussi indiqué qu'elle restait sur la table. Cependant, pour qu'elle devienne une politique de la Belgique, il faut évidemment convaincre l'ensemble du gouvernement. Et à ce propos, je voudrais rappeler une évidence institutionnelle qui s'impose à nous: notre système fonctionne sur le consensus. Ce n'est pas nouveau. Cela a d'ailleurs toujours été le cas.

J'entends ma collègue d'Ecolo-Groen faire une sorte de classement des ministres les plus influents. Je me souviens très bien que Zakia Khattabi, lorsqu'elle était au gouvernement, avait elle-même dû s'abstenir à la Chambre sur la question du glyphosate, parce que le gouvernement n'était pas parvenu à un consensus, alors même qu'elle défendait personnellement cette position. Ce n'est donc pas nouveau. C'est la base même de notre système institutionnel. Madame Almaci, je pense que vous serez d'accord avec moi.

Je pense aussi qu'il faut reconnaître ce qui a déjà été accompli. En matière de rapatriement, vous l'avez vous-même très bien expliqué par le passé, ce gouvernement a déjà fait preuve de proactivité.

Sur ce point, il faut éviter deux simplifications. La première consiste à présenter une évacuation depuis Gaza comme une opération simple. Elle ne l'est pas. Comme vous l'avez rappelé, il faut disposer des autorisations nécessaires pour pouvoir accéder aux personnes concernées, organiser leur sortie en toute sécurité sans mettre en péril nos propres services, effectuer les contrôles nécessaires, coordonner plusieurs administrations et tenir compte, heure par heure, de l'évolution de la situation sur le terrain. Rien de tout cela n'est simple. Mais l'autre simplification consisterait à conclure que ces difficultés signifient que nous ne devons plus essayer.

Monsieur le ministre, je retiens finalement deux éléments de vos réponses. Premièrement, la Belgique a déjà agi et plusieurs mesures très concrètes ont été mises en œuvre. Deuxièmement, concernant ces nouvelles mesures humanitaires, que je soutiens bien entendu, votre proposition existe toujours. Elle n'a pas été abandonnée. C'est donc désormais à l'ensemble du gouvernement de poursuivre ce travail, conformément à notre système institutionnel, qui repose sur la recherche du consensus au sein du gouvernement.

Je vous remercie.

02.09 Sandro Di Nunzio (Anders.): Ik wil niet nalaten te reageren op de heer Van Rooy, die hier namens het Vlaams Belang zit. Wat een verwerpelijke taal spreekt u hier eigenlijk, mijnheer Van Rooy. Ik ben daardoor echt geschokt.

Wat u zegt, is ronduit gevaarlijk. U ontmenselijkt hier voortdurend mensen en bevolkingsgroepen. U kiest altijd één kant: de enen zijn de goeden en de anderen worden ontmenselijkt. Dat is ronduit gevaarlijk. We moeten dat hier zeggen en bestrijden. U mag hier zeggen wat u wilt. We zitten hier in het Parlement, maar ik vind dat ronduit gevaarlijk.

Die mensen zijn geen terroristen. U bestempelt hen als quasiterroristen, verlengstukken van Hamas die geïndoctrineerd en gevaarlijk zouden zijn. U kent die mensen echter niet. Ik ken die mensen ook niet, maar het gaat zelfs niet om illegale migranten of a priori om asielzoekers. Het zijn studenten en onderzoekers die via een officiële weg en competitieve procedures een visum hebben gekregen om hier in ons land te komen studeren en onderzoek te voeren. Wat u doet, is dus absoluut verwerpelijk en polariserend! Doe dat niet.

Ik kom terug tot het debat. Minister Van Bossuyt spreekt over een zogenaamd domino-effect, maar dat is voor mij niet bewezen. We spreken over 13 mensen in een uitzonderlijke situatie. Er moeten toch mogelijkheden zijn om ervoor te zorgen dat ze hier kunnen studeren via de legale weg. Dat lijkt me normaal.

Belangrijker nog, mijnheer de minister, als dossiers als dit de regering blokkeren, dan maak ik me ernstig zorgen. Het belangrijkste moet immers nog komen: de begroting. We moeten op zoek naar 10 miljard. Als u het over zo'n eenvoudig dossier al niet eens raakt, hoe zal het dan lopen met die begroting?

Dan heb ik het nog niet over de meerjarenbegroting voor Europa. Daarover vraag ik al maanden een positie, maar die is er nog altijd niet. Dat is een probleem voor ons land. Bovenop die 10 miljard dreigen er nog miljarden bij te komen en we hebben zelfs geen positie ingenomen.

Dus alstublieft, regel een dossier dat zo eenvoudig is. Zorg ervoor dat die mensen hier kunnen studeren en praat in de regering over de essentie: het op orde zetten van onze begroting. Ik dank u.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Actualiteitsdebat over De situatie rond Iran en de Straat van Hormuz en toegevoegde vragen van

- Meyrem Almaci aan Bart De Wever (eerste minister) over "De Amerikaanse dreigementen over een aanval op Iran" (56016914C)
- Darya Safai aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het voorlopige akkoord tussen de Verenigde Staten en Iran" (56017155C)
- Darya Safai aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De heropening van de strategische Straat van Hormuz" (56017156C)
- Nabil Boukili aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De Israëlische aanvallen in Libanon en het akkoord tussen de VS en Iran" (56017281C)
- Annick Lambrecht aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het fragiele bestand tussen de VS en Iran" (56017563C)
- Darya Safai aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De problemen in verband met de heropening van de Straat van Hormuz" (56017722C)
- Darya Safai aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het einde van het staakt-het-vuren tussen de VS en Iran" (56017925C)
- Darya Safai aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De heropening van de Straat van Hormuz" (56017927C)
- Michel De Maegd aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De situatie in Iran" (56017973C)
- Els Van Hoof aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De nieuwe escalatie tussen de VS en Iran" (56018055C)
- Sandro Di Nunzio aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De uitspraken van Trump over de blokkade van de Straat van Hormuz" (56018102C)
- Sandro Di Nunzio aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De oorlog tussen de VS en Iran" (56018104C)

03 Débat d'actualité sur La situation autour de l'Iran et du détroit d'Ormuz et questions jointes de

- Meyrem Almaci à Bart De Wever (premier ministre) sur "Les menaces américaines d'attaque contre l'Iran" (56016914C)
- Darya Safai à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "L'accord provisoire entre les États-Unis et l'Iran" (56017155C)
- Darya Safai à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La réouverture du détroit stratégique d'Ormuz" (56017156C)
- Nabil Boukili à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les frappes israéliennes au Liban et l'accord entre l'Iran et les États-Unis" (56017281C)
- Annick Lambrecht à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Le fragile cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran" (56017563C)
- Darya Safai à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les problèmes liés à la réouverture du détroit d'Ormuz" (56017722C)
- Darya Safai à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La fin du cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran" (56017925C)
- Darya Safai à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La réouverture du détroit d'Ormuz" (56017927C)
- Michel De Maegd à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La situation en Iran" (56017973C)
- Els Van Hoof à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La nouvelle escalade entre les États-Unis et l'Iran" (56018055C)
- Sandro Di Nunzio à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les déclarations du président Trump au sujet du blocage du détroit d'Ormuz" (56018102C)
- Sandro Di Nunzio à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La guerre entre les États-Unis et l'Iran" (56018104C)

03.01 Sandro Di Nunzio (Anders.): U weet allemaal wat de gevolgen zijn voor ons land van de zogenaamd onvoorwaardelijke en rechtvaardige oorlog in Iran, althans volgens Theo Francken. Die jaagt de benzineprijzen aan de pomp de hoogte in. Het is een ramp voor onze economie en we moeten daar elke dag de gevolgen van dragen.

Echter minstens even belangrijk, zo niet nog belangrijker, zijn de gevolgen voor de Iraanse bevolking, want het aantal executies in Iran bereikt recordhoogtes. Dit jaar vonden er zeker al 800 executies plaats. Als die koers wordt voortgezet, zal het recordaantal executies van 1988 gehaald worden en dat is ronduit dramatisch. De oorlog om dat verwerpelijk regime om ver te werpen, heeft niets dan desastreuze gevolgen. Het is een drama en het leidt nergens toe, want de situatie is slechter dan ooit tevoren. Op 28 juli werden er immers opnieuw twee betogers geëxecuteerd van de twaalf betogers die werden opgepakt naar aanleiding van de protesten in januari. Twee anderen werden op 19 juli al geëxecuteerd. Mijnheer de minister, we geraken helaas bijna gewend aan die berichten en zouden haast ongevoelig voor worden voor die ontzettend verwerpelijke daden. Tot overmaat van ramp is de internationale respons zwak, met amper reacties, en dat leidt tot een klimaat van straffeloosheid voor dat regime.

Mijnheer de minister, ik neem aan dat u die daden van Iran tegen de eigen bevolking veroordeelt. Welke diplomatieke positie nemen België en Europa in op vlak van de mensenrechten? Wat doen België en Europa om die executies te stoppen? Ik verwijs ook naar de twee resoluties die we in dit Parlement hebben aangenomen, resolutie nr. 1435 en resolutie nr. 0206, over de doodstraf in het algemeen en over de executies in Iran. Welke uitvoering geeft de regering daaraan?

03.02 Sam Van Rooy (VB): Op 12 augustus, ondertussen al even geleden en helaas vele executies in Iran later, kwam het bericht dat de Islamitische Republiek Iran dit jaar reeds 916 executies heeft uitgevoerd. Dat zijn er ongeveer dertig per week. Laat dat goed tot u doordringen. Zoals ik daarnet al zei, worden die executies vaak voorafgegaan door martelingen, verminkingen en verkrachtingen en uiteindelijk uitgevoerd door de grootste sponsor van Hamas. Hamas is nog altijd niet uitgeroeid in de Gazastrook en indoctrineert de Gazanen nog steeds met jodenhaat en de verheerlijking van jihadistisch terrorisme.

Minister, als het goed is, zeg ik het ook. U kwam met het *joint statement* van 32 landen die de Iraanse executies van demonstranten veroordelen. Ik citeer: "De doodstraf mag nooit worden gebruikt om dissidenten de mond te snoeren of om mensen te straffen die hun rechten uitoefenen. Iran moet de executies stoppen en de mensen die vastzitten vrijlaten."

Minister, hoe en wanneer is dat *joint statement* precies tot stand gekomen en van wie kwam het initiatief? Hoe werd die boodschap gecommuniceerd aan het islamitische regime in Iran? Aan wie werd dat dan precies gecommuniceerd? Er bestaat immers onduidelijkheid over wie in dat regime daar de plak zwaait. Is daarop een reactie gekomen van dat verschrikkelijke, moorddadige regime? Wat was die reactie? Werd de boodschap ook overgemaakt aan de vertegenwoordiging van dat tirannieke, moorddadige regime, dat zich ook nog altijd in ons land bevindt? Zo ja, aan wie precies? Kunt u ook toelichten welke concrete daden België verbindt aan die woorden?

Minister, gelooft u dat het islamitische regime in Iran, dat het land bezet en het Iraanse volk al 47 jaar gijzelt, ooit zal stoppen met het executeren of ophangen van dissidenten of bent u, net zoals ik, van mening dat een regimewissel de enige oplossing is?

03.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik heb u al eerder een vraag gesteld over het waanzinnig hoge aantal van 2.159 executies in 2025, waar we weet van hadden. In de eerste helft van dit jaar werden er al 997 executies uitgevoerd. Sinds enkele jaren is er een ongeziene executiegolf aan de gang, die al begon voor de start van de oorlog tussen de VS en Iran.

De protesten en de opstand van de beweging Women, Life, Freedom in 2022 en de huidige oorlog worden als excuus aangewend om iedereen die ook maar enige kritiek op het regime kan geven op te pakken, om zo een regimewissel totaal onmogelijk te maken. De conclusies van het op 16 september gepubliceerde rapport van Amnesty International over de onderdrukking tijdens de opstand van Women, Life, Freedom in 2022 beslaan ongeveer duizend pagina's. Hun vaststellingen bevestigen wat we allemaal vrezen, namelijk dat Iran zich schuldig maakte aan misdaden tegen de mensheid, moord,

foltering, verkrachting, verdwijning, gevangenzetting en vervolging. Amnesty International heeft echter ook die bevelstructuren in kaart gebracht en heeft 87 Iraanse functionarissen geïdentificeerd die volgens haar onderzocht moeten worden. Zij heeft ook gewezen op aanhoudende straffeloosheid en de VN gevraagd om een internationaal mechanisme voor strafrechtelijk onderzoek en vervolging.

Wat gebeurt er nu met dat onderzoek? Wat is uw evaluatie van dat rapport? Ik vermoed dat we dezelfde evaluatie gemaakt hebben. Die stelt zwart op wit duidelijk wat we eigenlijk al wisten. Welke initiatieven zal België binnen de EU en binnen de VN nemen? De VN werd immers expliciet gevraagd om ervoor te zorgen dat die misdaden in Iran niet onbestraft blijven en niet ondergesneeuwd raken in de marge van de vreselijke oorlog die daar nu woedt, terwijl de systematische aanvallen op burgers voortgaan.

Hebt u misschien ook nieuws over het lot van de heer Djalali? Hebben we nog contact met hem? Ik zou erg graag horen dat het beter gaat met hem – dat hoop ik althans – maar ik vrees ervoor.

03.04 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik verwijs naar de schriftelijke versie van mijn vraag.

Sinds de protesten van begin dit jaar voert Iran het aantal executies fors op. Volgens Human Rights Watch werden tussen maart en eind augustus minstens 59 mensen geëxecuteerd na manifest oneerlijke processen, onder wie jongeren van amper 18 jaar. In september zouden er volgens de NCRI al minstens 22 executies zijn bijgekomen.

De 25-jarige politieke gevangene Arghavan Fallahi werd op 1 juli ter dood veroordeeld. Op 11 september werd haar laatste verzoek tot herziening verworpen. Ze loopt nu onmiddellijk gevaar om geëxecuteerd te worden. De Iraanse Islamitische Republiek schendt hiermee de door haar ondertekende internationale mensenrechtenverplichtingen.

Mijn vragen:

Welke signalen ontvangt u, via onze ambassade in Teheran of via partners, over deze executiegolf en in het bijzonder over de zaak van Arghavan Fallahi?

Heeft België de Iraanse autoriteiten hierover al een boodschap gegeven? Zo ja, wanneer, op welk niveau en met welke inhoud? Zo neen, bent u bereid dat alsnog te doen?

Welke reactie – indien u deze ontving - kwam er van Iraanse zijde?

03.05 Michel De Maegd (Les Engagés): Monsieur le ministre, Amnesty International a publié le 16 septembre dernier son nouveau rapport portant sur la répression du mouvement iranien "Femme, Vie, Liberté". Il en ressort ce que nous savions hélas tous: les autorités iraniennes ont commis des crimes contre l'humanité dans le cadre de la répression des manifestations. Des centaines de manifestants, mais aussi de passants, ont été tués illégalement. Des milliers d'autres ont été soumis à des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et même des actes de torture.

Amnesty International a identifié 87 personnes qui devraient, selon l'organisation, faire l'objet d'enquêtes pénales. Dans ses recommandations, Amnesty appelle le Conseil de sécurité des Nations Unies à saisir la Cour pénale internationale de la situation en Iran et l'Assemblée générale des Nations Unies à créer un mécanisme international de justice pénale.

Ces recommandations interviennent alors que la répression et le recours à la peine de mort contre des manifestants et des dissidents se poursuivent en Iran. Dans cette perspective, j'aimerais vous entendre sur plusieurs points.

Monsieur le ministre, quelle analyse faites-vous des constats et recommandations formulés dans ce rapport? La Belgique serait-elle favorable à une saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité des Nations Unies et à la création, par l'Assemblée générale, d'un mécanisme international de justice pénale spécifiquement chargé de lutter contre l'impunité en Iran?

Enfin, notre pays entend-il défendre, au niveau européen, l'examen des informations recueillies par Amnesty International en vue d'éventuelles nouvelles sanctions ciblées contre les responsables de graves violations des droits humains, et quelles autres initiatives diplomatiques envisage-t-elle afin de

soutenir les victimes, les défenseurs des droits humains et les personnes menacées par cette répression?

Je vous remercie, monsieur le ministre, pour vos réponses.

03.06 **Maxime Prévot**, ministre: *Dames en heren, beste Kamerleden*, je veux d'abord dire et répéter une fois de plus à quel point la Belgique attache une importance extrême au respect des droits humains et, en particulier, à l'abolition de la peine de mort ainsi qu'à la protection des libertés fondamentales.

Ces propos sonnent sans doute comme des évidences, mais dans le monde géopolitique turbulent que nous connaissons, redire ces choses pèse finalement beaucoup plus qu'on aurait pu l'imaginer.

Les violations commises à l'égard de la liberté d'expression, de la liberté d'association et de la liberté de réunion pacifique en Iran, telles que rapportées par de nombreux organes onusiens et de la société civile, sont profondément choquantes et totalement inadmissibles.

Mijnheer Di Nunzio, mijn diensten hebben inderdaad kennisgenomen van de berichtgeving over de executies van burgers in Iran. Hoewel we de feiten niet in alle details onafhankelijk kunnen verifiëren, geven de beschikbare rapporten aanleiding tot ernstige bezorgdheid. De resoluties nrs. 1435 en 206 blijven richtinggevend voor het Belgisch beleid en België geeft dus concreet uitvoering aan de doelstellingen van beide resoluties.

Monsieur De Maegd, nous avons bien pris connaissance du rapport d'Amnesty International, auquel vous, ainsi que d'autre collègues, avez fait référence. Ses conclusions rejoignent celles de la mission d'enquête indépendante des Nations Unies sur l'Iran. Tous deux font état de violations graves des droits humains, que je condamne évidemment fermement.

België grijpt elke opportuniteit aan, bilateraal, Europees en multilateraal, om de verschillende problematieken aan te kaarten en de druk op de Iraanse autoriteiten te verhogen. In verband met de doodstraf heeft ons land samen met 33 andere landen en de Europese Unie op 12 augustus een gezamenlijke verklaring over executies in Iran ondertekend. Die verklaring veroordeelt in de sterkste bewoordingen de aanhoudende executies van demonstranten en het gebruik van de doodstraf door de Islamistische Republiek Iran. De verklaring sluit volledig aan bij onze historische diplomatieke aanpak die Iran oproept onmiddellijk te stoppen met het gebruik van de doodstraf en alle willekeurig vastgehouden personen vrij te laten.

Lors du très récent débat général au Conseil des droits de l'homme, la Belgique a une nouvelle fois exprimé sa profonde inquiétude quant au recours massif à la peine de mort en Iran et sa totale condamnation.

En parallèle des déclarations, la Belgique soutient également l'adoption de mesures restrictives de l'Union européenne liées aux exécutions en Iran. C'est ainsi qu'en juillet, le Conseil de l'Union européenne a, avec le concours de la Belgique, décidé d'ajouter encore six personnes supplémentaires – responsables de graves violations des droits de l'homme en Iran – à la liste des sanctions. Cela concerne cette fois cinq juges qui ont présidé des procès contre des minorités religieuses et des dissidents politiques.

In die rechtszaken hebben ze doodstraffen en lange gevangenisstraffen, geseling, boetes of aanvullende straffen opgelegd aan politieke dissidenten en mensenrechtenactivisten, onder meer in verband met de protesten van Women, Life, Freedom in 2022 na de dood van Mahsa Amini. Dat is slechts een voorbeeld.

Rien que cette année, l'Union européenne a encore pris six nouveaux paquets de sanctions, dont deux en lien avec le détroit d'Ormuz.

Les sanctions sont un moyen de parvenir au respect des droits humains du peuple iranien et de favoriser la démocratie en Iran. Nous pourrions bien sûr envisager d'autres sanctions, mais nous le savons, les sanctions sont un moyen et non une fin en soi.

Ze zijn een drukkingsinstrument, maar geen instrument van politieke transformatie. We pleiten

niettemin inderdaad voor een verandering van het beleid van het huidige Iraanse regime. We steunen uiteraard de mandaten van de speciale VN-rapporteur inzake de mensenrechtensituatie in Iran en de internationale factfindingmissie. Die steun werd opnieuw uitgesproken in Geneve op 21 september tijdens de interactieve dialoog die gepland was met de experts van de factfindingmissie.

België zet zich al langer in om de Iraanse autoriteiten tot bezinning te brengen. Zo is België cosponsor van de jaarlijkse VN-resolutie betreffende de mensenrechtensituatie in Iran. We spreken ons bovendien regelmatig zelf uit, zoals tijdens de laatste Universal Periodic Review van Iran en tijdens de interactieve dialoog van de VN Mensenrechtenraad. We nemen verder de kwestie van respect voor mensenrechten systematisch op in de agenda van onze bilaterale contacten met de Iraanse autoriteiten. Dat omvat de VN-problematiek van betreffende de doodstraf. Mijn diensten hebben dat nog op 15 september met de Iraanse ambassadeur in Brussel aangekaart. Voorts hecht België er veel belang aan dat de daders van internationale misdaden ter verantwoording worden geroepen en dat slachtoffers gerechtigheid kunnen krijgen. Daarvoor kijken we in de eerste plaats naar het Internationaal Strafhof.

Le Conseil de sécurité de l'ONU peut transmettre un dossier au procureur de la Cour pénale internationale, même si l'Iran n'est pas partie au Statut de Rome. La Belgique, vous le savez, n'est actuellement pas membre du Conseil de sécurité, mais soutient pleinement l'utilisation de tous les moyens prévus par le Statut de Rome pour enquêter sur les crimes internationaux et en punir les auteurs.

Nous sommes toujours ouverts à explorer d'autres voies possibles, mais nous ne sommes pas demandeurs de nouveaux tribunaux ad hoc.

Voor de toepassing van universele jurisdictie in België wordt sinds 2003 een link met België vereist, bijvoorbeeld een Belgisch slachtoffer of een in België erkende vluchteling. Het komt aan de gerechtelijke autoriteiten toe om dat in specifieke dossiers te beoordelen. Specifiek met betrekking tot de vraag van mevrouw Samyn over de humanitaire werker Kohsar Fatehi werd mijn kantoor op de hoogte gebracht van zijn dood in de context van confrontaties tussen Iraanse troepen en Koerdische gewapende groepen. Volgens onze informatie is de verantwoordelijkheid voor de schietpartij nog steeds niet vastgesteld. We zijn niet op de hoogte van een lopend onderzoek naar dat onderwerp.

Je saisis enfin cette occasion pour rappeler la position de principe constante, mais également ferme, de la Belgique. Notre pays condamne systématiquement et avec vigueur toute attaque visant des civils, y compris les travailleurs humanitaires et le personnel de secours.

Ik dank u.

03.07 Sandro Di Nunzio (Anders.): Mijnheer de minister, dank voor uw antwoorden. Ik ben blij te horen dat u namens België de nodige diplomatieke inspanningen doet. Ik hoor in de tussenkomsten dat er wordt aangestuurd op een regimewissel. Het Iraanse regime is verwerpelijk en het is exporteur van terrorisme, zowel nu als vroeger en zowel in de eigen regio als wereldwijd. Externe inmenging of pogingen om een regimewissel op gang te brengen, leiden echter zelden of nooit tot succes. Dat gebeurt eenvoudigweg niet. Ik kan nog aannemen dat men bij aanvang van die oorlog ietwat naïef de hoop koesterde – zo heeft de president van de VS zich door Netanyahu laten overtuigen – dat die rap voorbij zou zijn en dat het regime snel uit het zadel gehesen zou worden. Dat men in het begin die dwaling beging, kan ik nog begrijpen, hoewel ik daar zelf niet zou intuïneren.

Wat ik echter niet kan bevatten, is dat men na al die maanden nog steeds niet inziet dat die oorlog een desastreuze en complete vergissing was. Het is dan ook onbegrijpelijk dat Theo Franken blijft zeggen dat dit een onvoorwaardelijk gerechtvaardigde oorlog is en dat mensen als Van Rooy van het Vlaams Belang hem daarin bijtreden. Wat een gezellig clubje is dat. Tegelijkertijd zorgt de oorlog voor een stelselmatige verhoging van de benzineprijzen en een economische ramp. Het gaat alleen nog maar over de Straat van Hormuz, terwijl de mensenrechten bijna altijd slechts een voetnoot zijn in die grote geopolitieke discussies. Dan dwaalt men toch volledig? Men moet toch inzien dat het regime steviger in het zadel zit dan ooit en dat het aantal executies de pan uitswingt.

Dit is een absolute ramp voor de bevolking. Mensen die beweren dat die oorlog gerechtvaardigd is en dat de huidige koers moet worden voortgezet, hebben het bij het verkeerde eind. Als de Verenigde Staten het humanitaire aspect niet meer op de voorgrond zetten, kunnen we als westers land nog zo

luid roepen als we willen, dan is de shift naar business en economie verschoven. Die zijn belangrijk, maar mensenrechten zijn minstens even belangrijk. Mijnheer de minister, roep zo luid als u kunt. Wij steunen u.

03.08 Sam Van Rooy (VB): Minister, dames en heren, uit respect breng ik de namen van een aantal moedige Iraniërs, jongeren en studenten, die opgesloten werden of ter dood veroordeeld zijn: Zahra Mahdavi, 17 jaar, Saba Mahroumi, 17 jaar, Rahele Moeini, 28 jaar, Fatemeh Namanloui, 18 jaar, Romina Rahimi, 20 jaar, Baran Omidyan, 20 jaar, Dorsa Ayazi, 17 jaar, Fatemeh Zahra Hatemi, 18 jaar, Niloufar Esfahani, 18 jaar, Najmeh Amini, 23 jaar, Taraneh Rahimi, 20 jaar, Bibi Zahra Mousavi, 21 jaar, Sonia Zolfaghari, 19 jaar, Roxana Gambari, 19 jaar, Diana Taherabadi, 16 jaar, enzovoort. Er vinden gemiddeld drie tot vier executies per dag plaats. Laat dat tot u doordringen.

De slachtoffers zijn onschuldige, vrijheidslievende, vaak talentvolle jonge mensen. Iedereen in Iran die zich verzet tegen de sharia, de islamitische wet, of tegen de islamitische jihad van de IRGC, kan worden opgepakt. De Islamitische Republiek martelt, verkracht en moordt er al 47 jaar op los. Bijna iedereen in Iran heeft wel een verwante of een kennis die plots verdween of werd opgepakt door het islamitische regime, waarna er vaak nooit meer iets van vernomen werd. Een Iraanse vriend van me zei dat hun soms islamofobie verweten wordt, maar dat ze eerder last hebben van een islamotrauma. In tegenstelling tot sommigen in dit Parlement, kan ik niet wachten tot de Islamitische Republiek Iran op de vuilnisbelt van de geschiedenis ligt, naast het communisme en het nazisme en dat zal ook gebeuren.

03.09 Ellen Samyn (VB): Mijnheer de minister, de repressie in Iran stopt helaas niet. Het probleem is dat veroordelingen alleen het Iraanse regime tot dusver niet hebben tegengehouden. Integendeel, Human Rights Watch spreekt over executies op bijna wekelijkse basis en over tientallen mensen die nog een onmiddellijk risico lopen. Tegelijkertijd beschikken we met het nieuwe Amnestyrapport nu ook over veel concretere informatie, over de verantwoordelijke structuren en zelfs over individuele functionarissen.

We moeten dan ook onderzoeken hoe we de stap kunnen zetten van veroordelingen en sancties naar daadwerkelijke aansprakelijkheid. Mijnheer de minister, ik verzoek u daarom om ook binnen de Europese Unie en de VN actief te onderzoeken welke juridische instrumenten daarvoor kunnen worden ingezet. Wie verantwoordelijk is voor foltering, verdwijningen, moord of andere misdaden tegen de menselijkheid, mag er niet van uitgaan dat hij daarvoor straffeloos blijft.

03.10 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, de situatie van de Iraanse bevolking was al verschrikkelijk en de roekeloze oorlog van de Verenigde Staten – trouwens illegaal en in strijd met het internationaal recht – heeft dat alleen maar verslechterd. Dat is de harde realiteit. De situatie is uiterst kritiek, zwaar en instabiel geworden en heeft het zelfs nog moeilijker gemaakt om voor hen op te komen. Dat is de naakte waarheid. De bevolking, die al gebukt ging onder de terreur van het regime, gaat nu ook gebukt onder een bijzonder zware economische crisis en de directe gevolgen van die bombardementen, ook op scholen en gewone burgers. We mogen niet uit het oog verliezen dat de juiste weg om dat soort regimes omver te werpen erin bestaat mensen op slimme manieren te steunen in plaats van door roekeloos, vanuit een of ander principe – of uit eigenbelang in het geval van de Verenigde Staten – de situatie te verergeren en de lont in het kruitvat te gooien. Zo geeft men het regime nog meer redenen om nog onmenselijker te worden.

Collega's, de Taliban kwam daarstraks al ter sprake. Stel u voor dat België de Iraanse autoriteiten een visum zouden geven om hier te onderhandelen over het terugsturen van mensen naar Iran. Mevrouw Safai en de heer Van Rooy zouden als eersten moord en brand schreeuwen. Stel u voor dat Iraanse beursstudenten van Iran naar België willen komen om hier willen studeren. De heer Van Rooy zou de eerste zijn om te zeggen dat we ze hier moeten ontvangen. De hypocrisie van een aantal partijen hier komt mij echt de strot uit. Zij werken met twee maten en twee gewichten en laten hun agenda niet sturen door mensenrechten, maar wel door politieke berekening. *Put your money where your mouth is.*

Er moet mij nog één ding van het hart over de jodenhaat, die bij elke vraag van de heer Van Rooy naar boven komt. Ik kon daarnet niet meer reageren, maar ik ben blij dat collega Di Nunzio heeft gesproken. De grootste joodse gemeenschap in het Midden-Oosten, buiten Israël, woont sinds oudsher in Iran. De grootste bron van jodenhaat in Europa is sinds oudsher extreemrechts. U moet maar kijken naar wat Bardella allemaal geschreven heeft om te weten dat dat vandaag helaas nog altijd bijzonder actueel is.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Rooy, u werd vernoemd en krijgt daarom 1 minuut om te reageren.

Persoonlijk feit
Fait personnel

03.11 Sam Van Rooy (VB): Mevrouw Almaci, ten eerste, elke student, van waar ook ter wereld, die wij hier zouden ontvangen, moet worden gescreend en afgerekend op zijn of haar ideologie en denkbeelden. Als er grote zekerheid bestaat dat hij of zij terreurgroepen legitimeert of verheerlijkt, zoals dat het geval is bij studenten uit Gaza, die van kinds af aan door Hamas zijn geïndoctrineerd, dan heeft die student hier inderdaad geen plaats.

Ten tweede, het zal u misschien interesseren dat de buurvrouw van mijn schoonouders in Teheran joods is en dat joden in Iran als minderwaardige tweederangsburgers, als dhimmi's, leven. Dat komt omdat de islamitische leer dat sinds de zevende eeuw voorschrijft, sinds de profeet Mohammed een joodse stam heeft uitgemoord bij Khaybar. Kom mij dus niet de les spellen over jodenhaat, want in de islamitische gemeenschappen zoals de uwe, de Turkse, is de jodenhaat ingeburgerd, zowel in het Midden-Oosten als op ons grondgebied.

De **voorzitter**: Wenst u nog te reageren, mevrouw Almaci?

03.12 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Uiteraard. De Palestijnse beursstudenten voor wie een humanitair visum werd gecreëerd, werden al gescreend, maar toch hebt u daarnet niet nagelaten om al die mensen verdacht te maken. Dat is pijnlijk, want het toont waar het u echt om gaat. U veralgemeent, vanuit uw extreemrechtse gedachtegoed, dat mensen schuldig zijn, zelfs al is het tegendeel bewezen. Zo niet zegt u dat onze diensten, zoals de Staatsveiligheid, hun werk, die screening, niet goed doen.

03.13 Sam Van Rooy (VB): Dat klopt, die doen hun werk niet goed. Ze kunnen niet in die mensen hun hoofd kijken.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Rooy, mevrouw Almaci heeft het woord.

03.14 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Dat is illustratief voor uw ware aard. Fascisten en extreemrechts vinden duidelijk dat niet iedereen gelijk is en dat er op basis van religie mag worden gediscrimineerd. De principes die u hanteert voor één bevolkingsgroep, gelden niet voor een andere. Ik zal mij daar tot mijn laatste dag tegen blijven verzetten, zowel in mijn stijl als in mijn politiek.

03.15 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega's, mijnheer de minister, 9 oktober is de internationale dag tegen de doodstraf. Het gaat over deze problematiek, want hier is al veel heen en weer geroepen. Bijna 1.000 jonge mannen en vrouwen in Iran werden ter dood veroordeeld omdat ze een andere ideologie hebben en omdat ze voor democratie op straat komen. Ik mag maar hopen dat de collega's die hier roepen om een regimewissel, een democratische machtswissel in gedachten hebben, met verkiezingen. Ik hoop dat zij ervoor pleiten dat democratische opposanten in Iran niet meer moeten vrezen voor hun leven en dat ze niet meer heimelijk moeten samenkomen via verschillende kanalen, dat ze niet meer via internet worden gesaboteerd, met het risico dat hun familie wordt opgepakt en ter dood wordt veroordeeld. Daarover gaat het en daarover hebben wij hier in deze commissie ook al verschillende resoluties gestemd.

Uit het rapport van Amnesty International blijkt dat de continue schendingen van de mensenrechten in Iran nu opnieuw zwart op wit bewezen zijn. Wat moeten we nu dus bepleiten, collega's? We moeten echt wel pleiten voor een collectieve veroordeling van deze ernstige mensenrechtenschendingen en voor solidariteit met de slachtoffers.

Als een van de eerste parlementen zijn we erin geslaagd om de IRGC op de terreurlijst te laten plaatsen binnen Europa. We moeten erop toezien dat sancties niet omzeild worden. We kunnen er echter ook voor pleiten om de FARAJA, die de doodstraf uitvoert en daarmee de mensenrechten schendt, ook op de terreurlijst te laten zetten en om ook zo ervoor te zorgen dat de sancties niet omzeild worden.

We zouden de federale procureur willen vragen om binnen het kader van het internationale en het Belgische recht structureel te onderzoeken wat er nog gedaan kan worden om sancties uit te spreken

tegen de 87 mensen op die lijst, alsook tegen de gestorven daders van die grove mensenrechtenschendingen. Wat me vooral zorgen baart, is dat België en Europa geen veilige haven mogen worden. Die regimes zijn immers zeer vernuftig en vragen op slinkse wijze verblijfsvergunningen en visa aanvragen. We moeten er op toezien dat ze niet in onze maatschappij binnendringen. Wij hebben een resolutie met betrekking tot de ondersteuning van de proxy's en we hopen die binnenkort in de commissie te kunnen bespreken.

03.16 Michel De Maegd (Les Engagés): Je ne peux qu'abonder dans votre sens, monsieur le ministre. Il y a en effet, dans le monde d'aujourd'hui, des évidences qui, aux yeux de certains, ne sont hélas plus aussi évidentes. C'est particulièrement vrai quand j'entends certaines expressions ici, en commission, notamment de l'extrême droite.

Je vous remercie, bien entendu, de garder à tout crin le cap des droits fondamentaux, le cap des droits humains. Vous avez évoqué dans votre réponse les sanctions, les paquets de sanctions supplémentaires. Je partage cet avis qu'elles ne constituent qu'un instrument et non une finalité.

Je me réjouis aussi de voir que six personnes supplémentaires, dont cinq juges tout de même, ont été mises sous sanction. Car, au-delà des condamnations, si fortes soient-elles, et elles doivent l'être, bien entendu, il y a les gestes, il y a les actes.

Il faudra, je pense, continuer à documenter très sérieusement tous les crimes commis par le régime de Téhéran, soutenir les mécanismes internationaux compétents et protéger autant que possible ceux et celles qui continuent à défendre les libertés fondamentales en Iran. La question de la peine de mort, je le pense aussi, doit également rester au cœur de notre action. Ma collègue de la N-VA a évoqué la journée du 9 octobre. Nous avons récemment adopté ici une résolution à ce sujet. Notre réponse doit être de rappeler que les victimes ne sont pas oubliées et que les responsables devront un jour rendre des comptes.

Je vous remercie.

03.17 Annick Lambrecht (Vooruit): Mijnheer de minister, het is goed en tegelijkertijd triest dat we naar aanleiding van het rapport van Amnesty International over het weezinwekkende geweld tegen de Iraanse bevolking praten. Het gaat om foltering, verkrachting, willekeurige executies en doodstraffen. We vragen gerechtigheid voor de Iraanse slachtoffers. Er is nood aan een gezamenlijke aanpak, waarbij men binnen de Verenigde Naties de oprichting van het internationaal strafrechtelijk tribunaal voor Iran ondersteunt. Ook binnen de EU moeten we gezamenlijk pleiten voor een gemeenschappelijk Europees standpunt over de internationale strafrechtelijke vervolging van die misdadigers. Er moet gerechtigheid komen voor de Iraanse slachtoffers en voor hun families. Straffeloosheid leidt immers alleen maar tot een herhaling van gruweldaden. Dat zagen we ook in januari, toen er weer duizenden doden te betreuren vielen. Er wordt dan steeds gezegd dat België maar een klein land is, maar ik en velen blijven geloven dat België desalniettemin zeer goed internationale druk kan en moet blijven uitoefenen om een einde te maken aan het gruwelijk gewelddadige regime in Iran, dat vandaag dankzij de Trumps van deze wereld machtiger is dan ooit.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Débat d'actualité sur la répression à l'encontre de la communauté LGBTQI+ en Turquie et questions jointes de

- Michel De Maegd à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La répression croissante visant les personnes LGBTQI+ en Turquie" (56018937C)
- François De Smet à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La répression à l'égard de la communauté LGBTQIA+ en Turquie" (56018949C)
- Annick Lambrecht à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les rafles turques dans la communauté LGBTQIA+" (56019011C)
- Ellen Samyn à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La répression en Turquie et l'attitude ambiguë de la Belgique" (56019019C)
- Rajae Maouane à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La répression des personnes LGBTQIA+ en Turquie" (56019041C)
- Meyrem Almaci à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La répression dont sont victimes les personnes LGBTQI+ en Turquie" (56019069C)
- Kathleen Depoorter à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Les droits des personnes LGBTQI+ en Turquie" (56019378C)

04 Actualiteitsdebat over de repressie tegen de lgbtqi+-gemeenschap in Turkije en toegevoegde vragen van

- Michel De Maegd aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De toenemende repressie ten aanzien van lgbtqi+'en in Turkije" (56018937C)
- François De Smet aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De repressie ten aanzien van de lhbtqia+-gemeenschap in Turkije" (56018949C)
- Annick Lambrecht aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De Turkse razzia's op de lgbtqi+-gemeenschap" (56019011C)
- Ellen Samyn aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De repressie in Turkije en de dubbelzinnige Belgische houding" (56019019C)
- Rajae Maouane aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De repressie ten aanzien van lhbtqia+'en in Turkije" (56019041C)
- Meyrem Almaci aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De Turkse repressie tegen lhbtqi+'en" (56019069C)
- Kathleen Depoorter aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De lgbtqi+-rechten in Turkije" (56019378C)

04.01 **Michel De Maegd** (Les Engagés): Monsieur le ministre, la situation des personnes LGBTQI+ en Turquie connaît depuis plusieurs années une dégradation inquiétante. Si l'homosexualité n'est pas interdite par la loi turque, les autorités ont progressivement multiplié les restrictions à l'encontre des minorités sexuelles, des associations qui défendent leurs droits et des manifestations publiques organisées en leur faveur.

Ces derniers jours semblent marquer une nouvelle étape dans cette répression. Depuis le 13 septembre dernier, les autorités turques ont mené des opérations coordonnées dans plusieurs provinces du pays, visant notamment des associations, leurs responsables ainsi que des lieux fréquentés par la communauté LGBTQI+. Des dizaines de personnes ont été arrêtées à travers le pays, des locaux et des domiciles ont été perquisitionnés, et de nombreux sites internet ainsi que des comptes sur les réseaux sociaux liés à des organisations de défense de leurs droits ont été rendus inaccessibles.

Ces opérations sont notamment justifiées par les autorités au nom de la "lutte contre l'obscénité et de la défense des valeurs familiales". Des propositions de modifications législatives particulièrement préoccupantes ont également été évoquées ces derniers mois afin de permettre de sanctionner pénalement certains comportements ou leur promotion lorsqu'ils sont considérés comme contraires au sexe biologique ou à la moralité publique. Tels sont, là encore, les termes employés.

Cette évolution apparaît difficilement conciliable avec les engagements internationaux de la Turquie. Celle-ci est membre du Conseil de l'Europe et partie à la Convention européenne des droits de l'homme, dont le respect des droits fondamentaux, des libertés publiques et de l'État de droit constitue l'un des principes essentiels.

Dès lors, quelle est l'analyse de la Belgique concernant cette vague d'arrestations et de perquisitions visant les personnes LGBTQI+ ainsi que les organisations qui défendent leurs droits en Turquie? Notre pays a-t-il fait part, ou entend-il faire part, de ses préoccupations aux autorités turques? Cette situation est-elle actuellement abordée au niveau de l'Union européenne? Enfin, la Belgique plaide-t-elle en faveur d'un message clair adressé à Ankara concernant le respect des libertés d'expression, d'association et de réunion, ainsi que du principe fondamental de non-discrimination?

Voorzitster: Kathleen Depoorter.

Présidente: Kathleen Depoorter.

De **voorzitster**: Collega De Smet is niet aanwezig.

04.02 Annick Lambrecht (Vooruit): Mijnheer de minister, de Turkse politie heeft in minstens 15 provincies gecoördineerde razzia's uitgevoerd op homobars, ontmoetingsplekken en privéwoningen van lgbtq+-activisten. Bij die grootschalige acties zijn meer dan 160 mensen gerechtelijk vervolgd en tientallen activisten gearresteerd. Men wil namelijk 'Mijn gezin is veilig' promoten, net als het decennium van het gezin. Dat alles dient als dekmantel om de lgbtq+-minderheidsgroep te stigmatiseren en nu ook te arresteren. Die actie staat immers helemaal niet op zichzelf. Ook de toegang tot websites van mensenrechtenorganisaties en het verenigingsleven met een link naar lgbtq+-groepen wordt immers verboden.

Nochtans is Turkije als lid van de Raad van Europa gebonden aan het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Daarover gaan mijn vragen.

Ten eerste, hebt u de Turkse ambassadeur in Brussel al ontboden om onze uitdrukkelijke afkeuring over te brengen en de onmiddellijke vrijlating van de activisten te vragen?

Ten tweede, zult u in de Raad van Europa druk uitoefenen op Ankara om te garanderen dat Turkije het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens naleeft?

Zult u, ten derde, interstatelijke klachten via de Raad van Europa indienen?

Ten vierde, steunt België de volledige intrekking van de status van kandidaat-lidstaat voor de EU van Turkije?

Ten vijfde, hebt u tijdens de afgelopen Belgische economische missie in Turkije gesproken over de houding die men daar aanneemt tegenover de lgbtq+-groep en haar rechten? Wat was uw conclusie uit dat gesprek?

Ten slotte, is er Belgische ondersteuning, al dan niet in EU-verband, beschikbaar voor Turkse mensenrechtenorganisaties? Gaf u daarvoor speciale instructies aan de Belgische ambassade?

04.03 Ellen Samyn (VB): Mijnheer de minister, de repressie in Turkije neemt helaas opnieuw toe. Bij de operatie 'Mijn gezin is veilig' werd bij lgbtqi+-organisaties binnengevallen. Kantoren en woningen werden doorzocht en websites en sociale media werden geblokkeerd. Intussen spreken internationale organisaties over minstens 116 arrestaties. 83 mensen zouden in voorlopige hechtenis zitten en tegen meer dan 160 personen loopt een onderzoek. Opvallend is ook de Belgische link. Mahinur Göktaş, een voormalig Brussels parlements lid, is vandaag de Turkse minister van Gezin en Sociale Diensten en geeft mee vorm aan het gezinsbeleid waarin die campagne kadert.

U weet dat die repressie geen alleenstaand geval is. Helaas staan ook journalisten, Koerdische oppositiepolitici en religieuze minderheden al langer onder druk in Turkije.

In mei trok ik samen met uw collega, minister Francken, naar Turkije. Die missie moest een nieuw en

ambitieuze hoofdstuk in onze relaties openen. Er werden bijvoorbeeld afspraken gemaakt over nauwere samenwerking, ook op het vlak van defensie en de defensie-industrie.

Mijnheer de minister, welke gevolgen verbindt België aan de recente gebeurtenissen? Hebt u bijvoorbeeld de vrijlating gevraagd van mensen die wegens vreedzaam activisme werden opgepakt?

Bent u bereid de verdere verdieping van onze politieke en defensierelaties, samen met uw collega, afhankelijk te maken van concrete vooruitgang op het vlak van grondrechten?

Tot slot, welk perspectief ziet u nog voor het Turkse EU-kandidaat-lidmaatschap zolang de achteruitgang op het vlak van democratie, rechtsstaat en grondrechten voortduurt?

04.04 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, les collègues l'ont rappelé: depuis plusieurs semaines, en Turquie, la répression des personnes LGBTQIA+ et de celles et ceux qui défendent leurs droits s'intensifie. Plus d'une centaine de manifestants, de manifestantes et de journalistes ont été arrêtés. Des perquisitions ont été menées à des domiciles. Des comptes sur les réseaux sociaux ainsi que des médias ont également été bloqués. Les autorités invoquent "l'obscénité", "l'aide à la prostitution" ou encore des "liens financiers avec l'étranger".

Nous sommes face à une politique de criminalisation des personnes LGBTQIA+ et à une restriction de l'espace démocratique de plus en plus assumée. Les organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, ont dénoncé ces arrestations ainsi que les atteintes à la liberté d'association. Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a lui aussi exprimé son inquiétude.

Monsieur le ministre, vous avez indiqué avoir donné instruction à notre ambassadeur à Ankara de transmettre aux autorités turques notre préoccupation et notre désapprobation. C'est un premier geste que je salue. Face à une répression aussi organisée, je pense toutefois que les déclarations ne suffisent pas. J'aimerais donc savoir quelles démarches diplomatiques ont été entreprises ou entendez-vous entreprendre, au-delà de la transmission de notre désapprobation, afin d'obtenir la libération des personnes détenues et de garantir le respect de leurs droits.

Envisagez-vous de porter ce dossier au niveau européen, notamment dans le cadre du dialogue avec les autorités turques, afin qu'une position commune soit adoptée? Quelles mesures la Belgique entend-elle prendre pour soutenir les associations LGBTQIA+ et les défenseurs des droits humains en Turquie, notamment à travers des mécanismes de protection ou des financements destinés à la société civile indépendante? Enfin, compte tenu de la gravité de la situation, pouvez-vous garantir que cette question restera à l'agenda de nos relations bilatérales avec la Turquie?

04.05 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Collega's voor mij hebben al uitdrukkelijk de context geschetst. Ik heb met een zwaar hart de gebeurtenissen van 15 september gevolgd. België is immers mijn vaderland, waar ik ben geboren, maar Turkije is mijn moederland, waarvan ik een tweede nationaliteit heb.

Collega's, straks is er op het Luxemburgplein, voor het Europees Parlement, een manifestatie om politieke druk uit te oefenen naar aanleiding van wat zich heeft afgespeeld in Istanbul en Ankara. Daar werden namelijk minstens 126 burgers, onder wie journalisten en advocaten, opgepakt tijdens protesten tegen de recente repressie van queerorganisaties en -activisten in Turkije.

Die arrestaties volgen op een grootschalige operatie genaamd 'Mijn gezin is veilig', waarbij de Turkse autoriteiten die verenigingen hebben gevisieerd, kantoren zijn binnengevallen en websites en sociale media-accounts hebben geblokkeerd. De argumentatie is dat de operatie bedoeld is om kinderen, het gezin en de openbare orde te beschermen.

Dit lijkt wel het Russische recept. Mensenrechtenorganisaties en Europese instanties hebben ook ernstige bezorgdheid geuit over de aantasting van fundamentele rechten en de ruimte voor het maatschappelijk middenveld, die hierdoor wordt ingekrompen. Ook in de voorgaande jaren hebben we gezien dat manifestaties van vrouwen en van de queergemeenschap werden verboden en verhindert met politieoptredens.

Wat is uw reactie op dit gebeuren, mijnheer de minister? Het blijft immers eigenlijk behoorlijk stil. Welke informatie hebt u opgevraagd? Welke stappen hebt u ondernomen richting Turkije, bilateraal, binnen Europa, binnen de Raad van Europa en binnen de NAVO, en wat was daarvan het resultaat? We moeten namelijk voorkomen dat het Russische scenario zich verder voltrekt.

We moeten de Turkse autoriteiten ook wijzen op het feit dat, als men het gezin veilig wil hebben, het dringend nodig is om weer toe te treden tot het Verdrag van Istanbul. Het is bijna cynisch gezien de plaats waar het verdrag werd gesloten. De femicidecijfers in Turkije swingen immers al ettelijke jaren de pan uit en de straffeloosheid stijgt ook alleen maar met de amnestiegolven en de vervroegde vrijlatingen van daders.

Mijn hart bloedt als ik die cijfers zie en als ik zie welk antwoord er komt vanuit de autoriteiten. Zij zorgen namelijk gewoon voor een afleidingsmanoeuvre of slaan de bal gewoon mis. Ik had graag van u meer gehoord over wat er sinds die gebeurtenissen diplomatiek vanuit ons land heeft plaatsgevonden.

04.06 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega's, ik heb ook een vraag. Kan ik die van hier stellen? (Ja)

Mijnheer de minister, het is schokkend wat er in Turkije gebeurt rond lgbtqi+-gemeenschappen en rond mensenrechten die worden geschonden. Ook wat er gebeurt met de activisten die solidariteit betuigen en die in gevaar leven, schokt mij diep. Organisaties die actief zijn rond hiv-preventie en -begeleiding hebben ook angst.

Alle leden van deze commissie kregen er ook een brief over van Çavaria, waarin heel duidelijk aan de alarmbel wordt getrokken en waarin staat dat de omstandigheden bijzonder zorgwekkend zijn. Ze zijn bijzonder zorgwekkend voor de mensen ter plaatse, maar ook voor hun verdediging. Ze hebben immers geen recht op advocaten, noch op medische zorg. Ook vanuit de gevangenis van Sincan bereiken ons verklaringen die ons zeer veel zorgen baren.

Heeft ons land al diplomatieke stappen genomen sinds deze acties zijn begonnen, sinds duidelijk wordt dat dergelijke feiten gepleegd worden op Turks grondgebied? Op welke manier werden acties ondernomen? Op welke manier vonden er contacten plaats? Welk concreet gevolg werd gegeven aan uw instructie aan de Belgische ambassadeur in Ankara? Heeft onze ambassade bijkomende contacten gehad met de Turkse autoriteiten of met het middenveld en de betrokken mensenrechtenorganisaties?

Volgt onze diplomatieke vertegenwoordiging de situatie van de mensen die in detentie zitten verder op? Hebben zij recht op verdediging? Hebben zij recht op medische verzorging? Zijn er meldingen van mishandeling of afzondering? Hoe wordt daarop gereageerd? Wordt er overwogen om samen met andere Europese diplomatieke vertegenwoordigingen toegang tot de betrokken gedetineerden te vragen en de omstandigheden van hun detentie ter plaatse te gaan detecteren en opvolgen?

Welke initiatieven neemt België op Europees niveau? Pleit ons land voor een gecoördineerde Europese aanpak?

De **voorzitter**: Zijn er andere collega's die willen aansluiten bij dit actuadebat? (Nee)

04.07 Maxime Prévot, ministre: Mesdames et messieurs les députés, les événements récemment survenus en Turquie suscitent, bien entendu, une vive et légitime préoccupation.

La Belgique attache une importance fondamentale au respect des droits humains, de l'État de droit et des libertés fondamentales. Parmi celles-ci figurent notamment la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion pacifique, ainsi qu'un principe essentiel, au cœur de notre politique tant extérieure qu'intérieure: le principe de non-discrimination. Celui-ci doit être garanti à toutes et à tous, y compris, bien entendu, aux personnes LGBTQIA+.

La Belgique a dès lors suivi de près, et continue de suivre avec une grande attention, les développements en Turquie, notamment les arrestations, les perquisitions, les procédures judiciaires et les restrictions numériques visant des organisations de la société civile ainsi que des personnes engagées dans la défense des droits des personnes LGBTQIA+.

J'ai donné instruction à notre ambassade à Ankara d'effectuer une démarche auprès des autorités

turques. Nous avons également invité d'autres pays à se joindre à cette initiative afin de créer une dynamique commune. Cette démarche a ainsi été menée le 22 septembre dernier conjointement avec neuf autres pays européens. Elle a permis d'exprimer nos préoccupations face aux mesures visant les organisations LGBTQIA+ ainsi que d'autres acteurs de la société civile, et de demander des clarifications, ainsi que des signes d'apaisement, aux autorités turques.

L'attention a notamment été attirée sur le rétrécissement de l'espace civique, sur les risques de discrimination à l'égard des personnes LGBTQIA+ et sur les restrictions à la liberté en ligne. Nous avons également rappelé l'importance du respect des libertés fondamentales, du principe de non-discrimination ainsi que des engagements internationaux pris par la Turquie en matière de droits humains et d'État de droit.

Ik heb kennisgenomen van de brief van Çavaria en Prisme. De bezorgdheden die zij formuleren, sluiten aan bij de standpunten die België consequent verdedigt binnen zijn binnenlands en buitenlands beleid inzake mensenrechten.

Mijn diensten en onze posten in Ankara en Istanbul onderhouden geregeld contact met de betrokken organisaties uit het maatschappelijk middenveld. Zo organiseerde ons consulaat-generaal in Istanbul onder andere op 18 september een rondetafel met enkele lgbtqi+-organisaties die rechtstreeks door de politieoperaties werden getroffen, alsook met Human Rights Watch. Deze contacten laten ons toe onze verdere acties zo goed mogelijk af te stemmen op de noden van het middenveld, met bijzondere aandacht voor het do-no-harmbeginsel. Wij zullen de gerechtelijke procedures en de eerbiediging van de rechten en detentieomstandigheden van de betrokken personen nauwgezet blijven opvolgen.

Nous n'avons par contre pas accès aux informations sur leur état de santé ou autres, parce qu'ils ne sont pas des ressortissants nationaux.

Dit is geen geïsoleerde kwestie. België heeft al lange tijd bijzondere aandacht voor de situatie van lgbtqi+-personen in Turkije. Zo heeft België tijdens het universele periodiek onderzoek van Turkije in mei 2025 specifiek aanbevolen de beperkingen op vreedzame bijeenkomsten op te heffen, met inbegrip van bijeenkomsten van lgbtqi+-personen en -organisaties.

Ook naar aanleiding van de huidige gebeurtenissen zetten wij ons in via de EU en multilaterale kanalen. Binnen de Raad van Europa heeft België zich tijdens het Comité van Ministers van 23 september aangesloten bij een verklaring van de Group of Friends on LGBTI Rights, die haar diepe bezorgdheid uit over deze recente maatregelen.

Op EU-niveau werd op 18 september een verklaring gepubliceerd, waarbij ernstige bezorgdheid werd uitgesproken over de arrestaties en gerechtelijke procedures tegen lgbtqi+-activisten. Turkije werd opgeroepen zijn internationale verplichtingen inzake mensenrechten na te leven. België onderschrijft die boodschap.

En ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et la Turquie, la position belge demeure inchangée. Toute évolution positive de ces relations doit s'accompagner de progrès tangibles en matière d'État de droit, de démocratie et de respect des droits fondamentaux. J'ai déjà abordé la question de l'État de droit et de l'espace civique en Turquie, notamment avec mon homologue, le ministre Hakan Fidan, et je continuerai à le faire.

Cette question continuera dès lors de faire partie intégrante de notre dialogue bilatéral avec les autorités turques, ainsi que de nos échanges au sein des enceintes européennes et multilatérales pertinentes.

Ik dank u.

04.08 **Michel De Maegd** (Les Engagés): Monsieur le ministre, je suis soulagé d'entendre que la Belgique, à votre initiative, a entrepris une démarche officielle auprès d'Ankara, aux côtés de plusieurs autres pays européens.

Chers collègues, ce qui se passe aujourd'hui en Turquie est extrêmement inquiétant. Il est inacceptable, je le répète, de voir se développer depuis plusieurs semaines une vague d'oppression visant les personnes LGBTQIA+. Des associations et des défenseurs des droits humains sont pris pour cible, des

dizaines de personnes sont arrêtées, des locaux associatifs et des domiciles sont perquisitionnés, tandis que de nombreux sites internet et comptes sur les réseaux sociaux sont bloqués.

Derrière ces faits, il y a des femmes et des hommes dont la liberté de s'exprimer, de s'associer et de défendre leurs droits est remise en cause. Ceux qui manifestent pour les soutenir subissent eux aussi cette oppression. Nous pouvons avoir des conceptions différentes de la société, de la famille ou des valeurs. Dans un État de droit, ces débats ne peuvent jamais justifier la stigmatisation d'une partie de la population, la mise au silence d'associations ou la criminalisation de celles et ceux qui défendent leurs droits.

La Turquie est membre du Conseil de l'Europe et liée par la Convention européenne des droits de l'homme. Ces engagements ont un sens et doivent continuer à produire des effets concrets. La Belgique, avec ses partenaires européens, doit continuer à porter une parole claire et à rappeler fermement que les droits fondamentaux ne sont pas négociables. Ils doivent être défendus partout et pour chacun. Je vous remercie.

04.09 Annick Lambrecht (Vooruit): Mijnheer de minister, bedankt voor uw felle stellingname tegenover Turkije. Het is ook nodig dat u dat doet, samen met heel veel andere landen. Deze minderheidsgroep wordt in heel veel landen namelijk steeds meer gebasht. Ook in België gaat het niet goed met hun rechten. We moeten dus ten stelligste blijven afkeuren wat daar gebeurt tegen die minderheid.

De collega heeft het hier ook gezegd: Turkije is lid van de Raad van Europa. De Raad van Europa heeft de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens. Dat is geen vod papier. Als men lid wil zijn van de club, moet men ook de regels van de club blijven respecteren.

De toetreding van Turkije tot de EU ziet er eveneens zeer, zeer slecht uit. U hebt dat ook in gelijkaardige bewoordingen gezegd. Zolang men daar blijft lachen met de democratie, de rechtsstaat blijft negeren en de grondrechten van iedereen fel blijft aanvallen, kan er geen sprake zijn van toetreding. Ik ben blij dat u dat in naam van België nog eens hebt herhaald. Dank u wel.

04.10 Ellen Samyn (VB): Erdogan weet intussen perfect hoe Europa werkt: na elke golf van repressie volgt een veroordeling en daarna gaan de economische en politieke contacten gewoon verder terwijl journalisten, opposanten, Koerden, christenen en de regenbooggemeenschap worden aangepakt. Deze week werd trouwens nog een comedian veroordeeld omdat hij grappen maakte over Erdogan.

U en uw regering willen de economische banden met Turkije versterken en nauwer samenwerken met de Turkse defensie-industrie. Dan vraag ik me toch wel af waar de grens eigenlijk ligt. Hoeveel mensen moeten nog worden opgesloten, hoeveel opposanten moeten nog worden vervolgd, hoeveel fundamentele vrijheden moeten nog worden afgebouwd voor België zegt: tot hier en niet verder?

Men kan immers niet telkens de repressie van Erdogan veroordelen en tegelijk zijn regime economisch en strategisch steeds dichter naar zich toe trekken. Voor het Vlaams Belang is die dubbelzinnigheid er niet. Turkije hoort niet thuis in de Europese Unie en het is fictie dat het kandidaat-lidmaatschap nog ergens toe leidt.

04.11 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses. Je pense que les inquiétudes exprimées et les réactions qui ont été formulées vont dans la bonne direction. Vous l'avez rappelé et je l'ai moi-même souligné. Néanmoins, elles me paraissent encore insuffisantes au regard de la gravité de la situation. La Turquie est certes un partenaire important, mais nous sommes confrontés à une répression d'une ampleur particulièrement préoccupante. Des personnes sont arrêtées et privées de liberté, des journalistes sont également visés, tandis qu'en parallèle l'espace numérique et l'espace civique se rétrécissent de manière inquiétante.

Dans ce contexte, nous pourrions sans doute mobiliser d'autres leviers diplomatiques. Il me semble que nous avons le devoir de réagir de manière plus ferme et plus rapide, non seulement au niveau belge, mais aussi au niveau européen. L'initiative menée avec plusieurs pays européens est évidemment positive et mérite d'être saluée. Je pense toutefois qu'il est possible d'aller un cran plus loin. Sur le terrain, la situation ne s'améliore pas; au contraire, elle s'empire. Semaine après semaine, les informations qui nous parviennent sont de plus en plus préoccupantes.

C'est pourquoi je crois qu'il faut davantage mobiliser le niveau européen afin de disposer d'une action plus forte pour défendre les libertés fondamentales, en particulier la liberté d'expression, la liberté d'association et le respect des droits des personnes LGBTQIA+.

04.12 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Dank u wel, mijnheer de minister, voor uw antwoord.

Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de wetenschappelijke consensus dat geaardheid het resultaat is van een complex samenspel van biologische en genetische factoren en geen keuze maar een vast onderdeel van wie een persoon is, ligt onder vuur. Geaardheid wordt alsmaar vaker wereldwijd gecriminaliseerd. Er is een soort van reactionaire golf van repressie gaande onder het mom van de bescherming van de familie, zoals in Turkije en dat baart mij zorgen. Er is dus een tegenkracht tegen die criminalisering nodig en niet alleen van sterke figuren in het land zelf, zoals de iconen waar ik mee ben opgegroeid, Zeki Müren, eerste grote invloedrijke homoseksuele zanger, en Bülent Ersoy, legendarische zangeres, en die symbool staan voor een rijke, complexe cultuur, en Ebrar Karakurt, sterspeler bij de nationale volleybalploeg, een van de sterkste volleybalploegen ter wereld. Dat zijn figuren die trouwens bij de bevolking erg geliefd zijn, wat bewijst dat een regime niet hetzelfde is als een volk. Ook van buitenaf is er tegenkracht nodig in de vorm van politieke en juridische druk door België en de Europese Unie. Daarom moeten we duidelijk zijn en een streep trekken.

Als men wil dat het gezin veilig is, dan moeten we misschien oproepen om opnieuw aan het Verdrag van Istanbul deel te nemen. Als we weten dat in 70 % van de gevallen van femicide in Turkije de dader een bekende is, dat in 60 % van de gevallen femicide thuis plaatsvindt en dat er in de eerste helft van 2026 al 200 vrouwen gestorven zijn en 151 verdachte overlijdens werden genoteerd, lijkt me dat eerder een prioriteit te zijn voor de regering. Dat zou veel meer zoden aan de dijk brengen om de veiligheid van de gezinnen te garanderen. Laten we samen duidelijk maken waar de prioriteiten liggen en dat we nooit de criminalisering van geaardheid zullen aanvaarden, niet hier en niet elders.

04.13 Kathleen Depoorter (N-VA): Ik deel de bezorgdheid over het respect voor lgbtqi+-rechten en mensenrechten en voor het principe van gelijke rechten voor iedereen wereldwijd. Die rechten staan in grote delen van de wereld onder druk, ten bewijze onze talrijke bijeenkomsten om aan te klagen hoe onder sommige Afrikaanse regimes burgers op dodenlijsten staan en te angstig zijn om zich te outen. Daar moeten we absoluut tegen opkomen. Nu er ook in Turkije een explosie aan maatregelen tegen de lgbtqi+-gemeenschap worden genomen, moet onze commissie en de regering daartegen een standpunt innemen. U hebt in de regering daartoe het voortouw genomen en we kunnen dat alleen maar toejuichen.

We moeten onder ogen zien dat de houding van Turkije – een staat die Europese ambities koestert en af en toe toch tot de club wil behoren, wat betekent dat men de Kopenhagencriteria en de mensenrechten moet respecteren – de deur dichtdoet. Die deur gaat pas weer open als de mensenrechten worden gerespecteerd.

04.14 Sandro Di Nunzio (Anders.): Mijnheer de minister, het debat doet mij denken aan onze vragensessie voor het reces naar aanleiding van het bezoek van een aantal burgemeesters van Eurocities onder leiding van onder andere burgemeester van Gent Mathias De Clercq aan Istanbul om er hun steun te betuigen aan de heer Imamoglu, burgemeester van Istanbul en politieke tegenstander, die opgesloten zit. Ook toen klaagden we de schrijnende situatie in Turkije aan, waarbij het regime de rechtsstaat en de democratie alsmaar verder ontmantelt. Een voorbeeld daarvan dat nog niet aan bod kwam, is hoe men rechters die uitspraken doen die niet in overeenstemming zijn met het standpunt van het regime, naar de andere kant van het land overplaatst, ook al willen ze dat niet en maakt dat hun familielevens onmogelijk. Het regime maakt het opposenten op alle mogelijk vlakken moeilijk en daar moeten ons land en de Europese Unie zich absoluut tegen verzetten.

We mogen ons er niet toe laten verleiden om met twee maten en twee gewichten te meten. Ondanks de belangrijke rol van Turkije op economisch vlak en als strategische partner voor onze aanpak van migratiestromen moeten we durven te zeggen waar het op staat en de houding van Turkije veroordelen, liefst onder de paraplu van de EU. U hebt, gelukkig, onderstreept dat de deur naar kandidaat-lidstaat van de Europese Unie absoluut gesloten blijft, als het land op die manier voortdoet. Ik kan u alleen maar oproepen om op de ingeslagen weg voort te gaan, mijnheer de minister, en daar de duidelijke boodschap te brengen dat wat in Turkije gebeurt, onaanvaardbaar is en dat Turkije, als het tot de club

wil behoren, de mensenrechten moet respecteren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Actualiteitsdebat over het herstel van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda en toegevoegde vragen van

- Britt Huybrechts aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het herstel van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda" (56019280C)

- Annick Lambrecht aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het herstel van de diplomatieke banden met Rwanda" (56019291C)

- Sandro Di Nunzio aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "De hervatting van de diplomatieke betrekkingen tussen België en Rwanda" (56019311C)

- Lydia Mutyebele Ngoi aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het herstel van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda" (56019502C)

- Els Van Hoof aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het herstel van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda" (56019551C)

- Meyrem Almaci aan Maxime Prévot (VEM Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking) over "Het hervatten van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda" (56019562C)

05 Débat d'actualité sur le rétablissement des relations diplomatiques avec le Rwanda et questions jointes de

- Britt Huybrechts à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Le rétablissement des liens diplomatiques avec le Rwanda" (56019280C)

- Annick Lambrecht à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Le rétablissement des liens diplomatiques avec le Rwanda" (56019291C)

- Sandro Di Nunzio à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La reprise des relations diplomatiques entre la Belgique et le Rwanda" (56019311C)

- Lydia Mutyebele Ngoi à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Le rétablissement des relations diplomatiques avec le Rwanda" (56019502C)

- Els Van Hoof à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "Le rétablissement des relations diplomatiques avec le Rwanda" (56019551C)

- Meyrem Almaci à Maxime Prévot (VPM Affaires étrangères, Affaires européennes et Coopération au développement) sur "La reprise des relations diplomatiques avec le Rwanda" (56019562C)

05.01 **Britt Huybrechts** (VB): Mijnheer de minister, op 22 september herstelde België de diplomatieke betrekkingen met Rwanda. U noemt economische relaties, consulaire dienstverlening en dialoog over Oost-Congo als redenen, maar Rwanda verbrak zelf de banden, verdreef onze diplomaten en verbood Belgische hulpprojecten. België beëindigde daarop de bilaterale samenwerkingsovereenkomsten. Volgens Human Rights Watch oefenen Rwandese troepen effectieve controle uit over delen van Oost-Congo. De organisatie documenteerde moorden, foltering en gedwongen rekrutering door Rwandese troepen en M23-rebellen.

De regering greep de breuk niet aan om Rwanda definitief als partnerland te schrappen. Het beëindigde het bilaterale programma met een waarde van 95 miljoen euro. Voor de Rwandese component van sociale bescherming was 17,6 miljoen euro uitgetrokken. U meldde eerder ook ruim 31 miljoen euro aan geplande ngo-interventies over vijf jaar, waarvan de activiteiten en betalingen terecht moesten worden opgeschort.

Welke concrete Belgische economische en consulaire belangen vereisten de heropening van onze

ambassade? Welke diensten konden tijdens de breuk niet via andere posten worden geleverd?

Welke toezeggingen deed Rwanda vooraf over de terugtrekking van zijn troepen en de stopzetting van zijn steun aan M23? Als die ontbreken, waarom koos u dan nu voor herstel? Heeft België zijn kritiek of sanctie-eisen afgezwakt?

Blijven de beëindigde bilaterale programma's definitief stopgezet?

Zult u de ngo-financiering of andere hulp hervatten, dan wel Rwanda schrappen als partnerland en de vrijgekomen middelen elders inzetten?

Hoe voorkomt u dat de heropening de druk op Rwanda verzwakt?

Welke concrete voorwaarden en gevolgen verbindt u aan een uitblijvende Rwandese terugtrekking?

Zult u net als andere Europese landen die heropening benutten om het met Rwanda te hebben over terugkeerhubs?

05.02 Annick Lambrecht (Vooruit): In de marge van de VN-Algemene Vergadering kondigde u samen met uw ambtgenoot aan dat de diplomatieke banden met Rwanda hersteld worden, nadat Rwanda die eenzijdig verbrak wegens de Belgische houding ten aanzien van de door de VN aangetoonde illegale Rwandese militaire steun van de M23-rebellen in Congo.

Diplomatie bestaat in goede en slechte dagen, maar wij hebben toch enkele vragen.

Kunt u ons meer inzicht verschaffen in hoe die beslissing tot stand is gekomen? Van welke kant kwam het initiatief en wat waren de motieven? Zijn er bepaalde afspraken gemaakt?

Wat zijn de doelstellingen van onze hernieuwde diplomatie met Rwanda? Waar liggen onze prioriteiten?

Welke woorden zijn geuit over de aanhoudende steun van Rwanda aan M23, die de Congolese bevolking terroriseert, Congolese rijkdommen steelt en Congolese soevereiniteit schendt?

Hebt u schrik dat Rwanda op die manier wordt beloond? Wat doet u eraan om op alle manieren duidelijk te maken dat dat niet het geval is?

U bent voorstander van een pragmatische diplomatie, maar feit is dat Rwanda de internationale rechtsorde met de voeten treedt en een grote oorzaak van destructiviteit en instabiliteit in Centraal-Afrika vormt. Dat kunnen we niet negeren. België en Europa moeten daartegen optreden. Bent u bereid op Europees niveau voor sanctionering en stopzetting van samenwerking en steun te pleiten? De hernieuwde diplomatieke kanalen zijn ideaal om Rwanda ons standpunt en onze intenties verder duidelijk te maken.

Heeft België een plan of strategie om een bijdrage te leveren aan het verzoenen van de DR Congo en Rwanda, na de twee eerder gefaalde vredesprocessen? Als we moeten wachten op de pogingen van president Trump, zal het nog zeer lang duren.

05.03 Sandro Di Nunzio (Anders.): Na een dergelijke resem vragen heb ik nog weinig toe te voegen. Mijnheer de minister, u beseft zelf dat wanneer u aankondigt dat de diplomatieke betrekkingen worden hersteld, er uit deze commissie vragen zullen komen. De betrekkingen tussen Rwanda en ons land werden op 17 maart 2025 verbroken. Dat was een opmerkelijke gebeurtenis, zeker met het oog op de situatie in Oost-Congo, maar we begrijpen onder welk gesternte dat is gebeurd. U hebt gesproken over open en eerlijke gesprekken en de totstandkoming van een transparante dialoog. Wij sluiten ons uiteraard aan bij de gestelde vragen. Ik licht de vragen die ik heb ingediend even in grote lijnen toe.

Behouden we onze kritische positie ten aanzien van Rwanda over het conflict in Oost-Congo? Daarover kunt u ongetwijfeld wat toelichting geven.

Pleit u nog steeds voor sancties tegen personen die verantwoordelijk worden geacht voor de escalatie van het conflict?

Een meer operationele vraag. Wanneer zullen de ambassades in Brussel en Kigali opnieuw volledig operationeel zijn, en met welke middelen?

Hoe reageert de Democratische Republiek Congo op het herstel van de diplomatieke betrekkingen tussen België en Rwanda?

Ik kijk uit naar uw antwoorden.

Voorzitster: Els Van Hoof.

Présidente: Els Van Hoof.

05.04 **Lydia Mutyebele Ngoi (PS):** Monsieur le ministre, le 22 septembre, vous nous annoncez avec satisfaction le rétablissement des relations diplomatiques avec le Rwanda. Celles-ci avaient été rompues en 2025 à la suite du soutien de la Belgique à la souveraineté territoriale de la RDC et, plus particulièrement, de vos démarches visant à obtenir des sanctions européennes à l'encontre du Rwanda, qui avaient suscité la colère du président Kagame.

Ce rétablissement des relations diplomatiques signifie-t-il que la Belgique renonce à son plaidoyer en faveur de sanctions européennes, alors même que des mesures plus fortes, comme la suspension du mémorandum d'entente entre l'Union européenne et le Rwanda, continuent d'être demandées, tant par notre Parlement que par le Parlement européen?

Vous avez indiqué vouloir utiliser ce canal renoué pour relancer le dialogue et aborder les points de divergence entre nos deux pays. Vu l'ampleur des crimes commis dans l'Est de la RDC et les ambitions que beaucoup attribuent au Rwanda dans cette région, force est de constater que les sujets de discussion ne manqueront pas. Vous avez également évoqué la volonté de mettre l'expertise belge au service de la mise en œuvre des accords de paix. Nous ne pouvons qu'espérer que cette contribution puisse être utile.

Toutefois, ce que l'on observe aujourd'hui, c'est que le Rwanda et le M23 ne donnent pas toujours le sentiment d'une réelle volonté de faire aboutir les négociations, avec ou sans médiation belge. Les déclarations du président Kagame ont d'ailleurs confirmé qu'il n'avait aucune intention de quitter Goma. Considérant la nature du régime rwandais et ses intérêts, beaucoup de Congolais ne croient plus du tout que le Rwanda changera de politique. Après trois décennies de conflits, ils ont le sentiment que rien ne changera.

Le dialogue demeure pourtant indispensable, même s'il est particulièrement difficile dans ce contexte. Dans cette région, il est difficile de dialoguer et de faire confiance au Rwanda et à M. Kagame, tant la guerre dure depuis longtemps. Il faut toutefois continuer à chercher des solutions pacifiques.

Monsieur le ministre, quel a été le contenu de vos échanges avec votre homologue rwandais et avec ce gouvernement? Depuis quand la Belgique travaillait-elle au rétablissement de ces relations? Sur quelle base le gouvernement rwandais a-t-il accepté de rouvrir les canaux de dialogue, d'abord informels puis officiels? Des engagements ou contreparties ont-ils accompagné ce rétablissement? Lors de vos échanges, avez-vous demandé explicitement au Rwanda de mettre fin à la guerre, aux vols, aux pillages et aux viols? Pouvez-vous nous garantir que la Belgique continuera à soutenir l'adoption de nouvelles sanctions européennes aussi longtemps que persisteront les violations de la souveraineté de la RDC? Enfin, comment comptez-vous mettre à profit l'expertise belge afin de soutenir le retour de la paix et la mise en œuvre complète des accords conclus dans la région?

05.05 **Els Van Hoof (cd&v):** Het is altijd een goede zaak als we diplomatieke relaties met landen waarmee we zware meningsverschillen hebben, onderhouden en of herstellen. Dat doen we trouwens ook ten opzichte van Rusland.

We mogen evenwel niet aan zelfcensuur doen uit vrees om diplomatieke relaties te schaden. We moeten de mistoestanden in Oost-Congo en de betrokkenheid van Rwanda blijven aanklagen. Volgens internationale rapporten zou het met Rwanda gelinkte M23 er zelfs de overheid hebben overgenomen en dat moeten we blijven aan de kaak stellen.

We kunnen er ook niet omheen dat het regime elke oppositie fnuikt, ook van potentiële presidentskandidaten. Zo zette het regime de heer Rusesabagina, die het als een mogelijke tegenkandidaat beschouwde gevangen, feit dat wij hier in het Parlement herhaaldelijk aanklaagden, en kon hij slechts vrijkomen dankzij de forcing van de Verenigde Staten en dat omdat Bush junior hem naar aanleiding van de film *Hotel Rwanda* een held had genoemd. Ongetwijfeld is Victoire Ingabire, waartegen het proces intussen is begonnen, hetzelfde lot beschoren, ten bewijze het feit dat de rechter ook aanklager is, wat de VN Werkgroep tegen arbitraire detentie al in juli veroordeelde. We moeten als Parlement blijven opkomen voor oppositiekandidaten die zonder eerlijk proces worden opgepakt.

Is het herstel van de diplomatieke betrekkingen het resultaat van bepaalde afspraken die werden gemaakt? Zo ja, over welke afspraken gaat het?

Hoe zult u voorkomen dat Rwanda opnieuw dreigt met het opzeggen van diplomatieke betrekkingen wanneer ons land een voor het regime ongunstige boodschap brengt?

Wat doen we in verband met het conflict in Oost-Congo?

Hebt u het met uw Rwandese ambtsgeenoot ook gehad over de zaak-Ingabire, met name het belang van het recht op een eerlijk proces?

05.06 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Het herstel van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda doet de vraag rijzen wat iemand als de Rwandese president Kagame in ruil wil. Dat is de kernvraag, zeker gelet op de bevrozing van onze ontwikkelingssamenwerking en het stilleggen van onze economische relaties. Dat laatste was niet onbelangrijk. De M23-rebellen exporteerden immers legaal via Rwanda de bloedmineralen die door tot slaaf gemaakte Oost-Congolese volwassenen en kinderen over de grens werden gesmokkeld. De vraag die dus op onze lippen brandt, luidt wat Rwanda heeft gevraagd en wat het heeft gekregen. Blijft het bij het herstel van de diplomatieke relaties? Wat betekent dat voor de bemiddeling met betrekking tot het conflict in Oost-Congo, te meer omdat Congo op advies van de Belgische ambassadeur Rwanda voor het Internationaal Hof aanklaagt? Wat betekent dat voor de handel in bloedmineralen en voor de regeringspositie ten opzichte van de terugkeerhubs in Rwanda, die sommige landen gerealiseerd willen zien, een initiatief waar sommige partijen hier zich heel graag bij willen aansluiten?

05.07 Minister Maxime Prévot: De hervatting van de diplomatieke betrekkingen met Rwanda is in de eerste plaats het resultaat van een reeks informele ontmoetingen met mijn ambtsgeenoot. De eerste ontmoeting vond plaats in Doha in juni en werd gefaciliteerd door Qatar op hun initiatief. Dat maakte directe contacten op ministerieel niveau mogelijk. De contacten werden vervolgens zonder enige bemiddelaar voortgezet tot de formele hervatting van de betrekkingen.

De franke, maar constructieve en respectvolle gesprekken waren toegespitst op de bilaterale dossiers alsook op de veiligheidssituatie in de regio van de Grote Meren. Binnenlandse aangelegenheden of de mensenrechtensituatie maakten geen deel uit van de besprekingen.

Cette reprise est clairement le fruit d'efforts conjoints et aucune condition, ni aucune contrepartie, n'a été posée de part et d'autre. Je vais être très clair et sans ambiguïté: il s'agit du résultat d'un intérêt commun partagé par les deux parties. J'entends déjà les commentaires: non, il n'y a pas eu d'accord en échange d'un soutien à une candidature à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ni de transaction portant sur des dossiers économiques, ni de demande visant à modifier une position. Il n'y a eu aucune contrepartie, ni d'un côté ni de l'autre.

À mes yeux, le dialogue diplomatique ne peut pas être soumis à des conditions ou à un alignement de vues. S'il fallait être d'accord sur tout pour dialoguer, je crains que mon travail ne se limite à un nombre très restreint de pays. Au cours de nos discussions, nous avons reconnu l'existence de divergences persistantes sur certains points. Celles-ci ne doivent toutefois pas empêcher le maintien des relations et du dialogue. C'est d'ailleurs explicitement indiqué dans le communiqué conjoint signé par les deux parties: le principe du *agree to disagree* a été acté.

Het herstellen van diplomatieke betrekkingen tussen staten betekent evenwel niet dat wij afstand doen van onze standpunten. Wat de situatie in Oost-Congo betreft, ben ik niet van plan weg te kijken of te zwijgen. België zal zijn standpunt inzake de territoriale integriteit en de soevereiniteit van de DRC, die

voor ons niet onderhandelbare principes vormen, niet wijzigen. Ik ben hierover in mijn publieke communicatie zeer duidelijk geweest en dat heb ik overigens ook tegen mijn Rwandese ambtsgenoten gezegd. België zal blijven aandringen op de terugtrekking van de Rwandese troepen en op de volledige naleving van de overige verbintenissen die in het kader van de akkoorden van Washington en Doha werden aangegaan, met name het respecteren van het staakt-het-vuren en de neutralisering van de FDLR.

Je n'ai d'ailleurs, puisque la question a été soulevée par certains d'entre vous, reçu aucun retour négatif de la part des autorités congolaises à la suite de la reprise des relations diplomatiques avec le Rwanda. Chacun, je l'imagine, comprend les vertus d'un dialogue rétabli. Je suis même convaincu que celui-ci aura un impact positif sur la qualité de notre coopération avec la RDC. Depuis le début de mon mandat, j'ai veillé à entretenir un dialogue avec les autorités congolaises afin d'échanger sur l'ensemble des enjeux liés à l'est de la RDC.

Concernant les sanctions européennes, je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprises ces derniers mois, et ma position n'a pas changé, il n'est pas dans mon intention de plaider en faveur de sanctions additionnelles dans les conditions actuelles, puisque un processus de médiation est en cours et qu'il convient de lui donner toutes ses chances. Bien que les combats se poursuivent, des retraits de troupes rwandaises ont également pu être observés ces derniers mois, ce qui constitue un élément positif.

Quant à de nouvelles sanctions, chers collègues, à ce stade aucun État membre ne plaide en leur faveur au niveau européen. Elles risqueraient de parasiter les négociations. Je resterai toutefois attentif à l'évolution de la situation. Si les circonstances l'exigeaient, il n'est pas exclu que la question de nouvelles sanctions revienne à l'ordre du jour de l'Union européenne. Ce n'est toutefois pas à l'ordre du jour.

La reprise des relations diplomatiques permet de recréer un espace de dialogue sur le conflit dans l'est de la RDC. Elle permet également de rouvrir des canaux avec l'un des acteurs indispensables à la recherche d'une solution durable dans la région. Que l'on le veuille ou non, pour résoudre durablement le problème dans l'est de la RDC, le Rwanda reste un acteur incontournable.

La Belgique demeure un acteur écouté, tant dans les enceintes internationales que dans la région, notamment grâce à son expertise spécifique. Nous entendons mettre cette expertise au service des efforts de médiation en cours, non pas pour nous y substituer, mais pour les soutenir de la meilleure manière possible.

Quant à savoir si, oui ou non, le rétablissement de nos relations diplomatiques affaiblirait la pression exercée sur le Rwanda ou constituerait une forme de récompense, je pense qu'il faut être lucide. La rupture de nos relations n'a pas empêché la prise d'Uvira, par exemple, en décembre dernier, ni conduit au retrait des troupes du M23 de cette ville quelques semaines plus tard. Dans ce cas précis, c'est surtout la pression américaine qui s'est révélée décisive. Je ne vois donc pas en quoi la reprise de nos relations bilatérales modifierait fondamentalement l'équilibre des forces en présence. Elle permet en revanche d'avoir davantage de facultés d'action et de dialogue.

Je veux aussi rappeler ici, chers collègues, une vérité simple, mais que certains tentent parfois à oublier. Je suis le ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique. Je ne suis pas le ministre des Affaires étrangères de la RDC ni celui du Rwanda. Mon rôle est de promouvoir et de défendre les intérêts de la Belgique. Cela n'empêche évidemment pas de se mobiliser face aux atrocités commises dans l'est de la RDC et aux violations du droit international. Je le fais et je continuerai évidemment à le faire. Mais ne me demandez pas non plus d'inverser les choses et d'être le ministre d'un autre pays. Ce n'est pas ma mission.

Wat onze bilaterale betrekkingen betreft, heb ik met mijn Rwandese ambtsgenoot opnieuw overeenstemming bereikt over een aantal belangrijke principes, die richting kunnen geven aan de verdere ontwikkeling van onze relaties. We zijn overeengekomen om stap voor stap vooruit te gaan. Het doel is een positieve agenda te ontwikkelen op alle domeinen, met inbegrip van de economische samenwerking.

Mevrouw Lambrecht, we hebben op geen enkele manier gesproken over de migratiekwestie en mogelijke toekomstige overeenkomsten met de Rwandese partij. In een eerste fase, tegen het einde

van dit jaar, zal elke ambassade worden geleid door een zaakgelastigde. Vervolgens zullen aanvragen tot agreement voor ambassadeurs worden ingediend met het oog op een toekomstige diplomatieke beweging.

Het is op dit moment voorbarig om gedetailleerdere informatie te verstrekken over de timing van de heropening van de Belgische consulaire diensten in Kigali. Tot nader bericht zal de consulaire dienstverlening voor de vrij grote Belgische gemeenschap in Rwanda, ongeveer 600 tot 700 Belgen, verzekerd blijven door de ambassade van België in Nairobi. Wat betreft de financiering van ngo's en internationale samenwerkingsprogramma's, is het eveneens nog veel te vroeg om hierover uitsluitel te geven.

Sachez en tout cas que j'ai déjà d'ores et déjà plaidé auprès de mon homologue rwandais pour que l'on puisse au plus vite apaiser ces ONG, leur faciliter la vie, notamment par le rétablissement de l'accès au cofinancement belge. Ce sera l'un des sujets qui sera discuté lors d'un prochain dialogue politique entre les plus hauts responsables de nos administrations respectives dans les prochains mois.

Ik dank u.

05.08 Britt Huybrechts (VB): Mijnheer de minister, ik begrijp natuurlijk dat diplomatieke kanalen nuttig kunnen zijn. Dat is niet mijn kritiek. Mijn vraag is concreet wat België ervoor heeft teruggekregen voor de normalisatie van dat terreurregime. Dat regime verbreekt de banden en zet onze diplomaten aan de deur en vandaag herstellen wij de banden, zonder dat er, naar wat ik lees, toezeggingen zijn gedaan met betrekking tot een terugtrekking uit Oost-Congo. Ondertussen betalen de Congolezen daarvoor de prijs. Human Rights Watch documenteerde moorden, foltering en rekrutering door M23 in de Rwandese troepen in een regio waar zoveel christenen het slachtoffer worden van aanhoudend geweld vanwege de rebellen. We kunnen daar niet zomaar aan voorbijgaan. Mijn vraag was eenvoudig. Wij moeten veel meer in ruil terugkrijgen. Er is geen terugtrekking gekomen, er is geen fundamentele koerswijziging door de politici ter plaatse doorgevoerd. Bovendien zijn er blijkbaar geen afspraken gemaakt over migratie en terugkeerhubs. Die kwesties zijn belangrijk en hadden interessant kunnen zijn. Als men de diplomatieke betrekkingen zal herstellen en de geldkraan opnieuw zal openzetten, moeten daar concrete voorwaarden aan worden verbonden. De boodschap moet zijn dat als we de banden herstellen, moeten er in ruil daarvoor terugkeerhubs komen. Zo niet, zegt u: "Beste Kagame, doe wat u wilt, hier is geld en blijf die Congolezen gerust verder uitmoorden."

05.09 Annick Lambrecht (Vooruit): Mijnheer de minister, het is even schrikken. Het is evenwel de geplogenheid dat binnenlandse aangelegenheden en mensenrechten geen deel uitmaakten van de gesprekken. Er is geen enkele voorwaarde, geen enkele tegenprestatie. Dat lijkt een beetje op een beloning, maar ik begrijp dat dat diplomatie is. Ik onthoud wel dat u hebt gezegd dat u geen afstand doet van onze standpunten. We blijven niet weggijken, we blijven pleiten voor de terugtrekking van de Rwandese troepen en de naleving van het staakt-het-vuren. Ik kan begrijpen dat u voor de dialoog kiest. Dat is wijs. Het tweede luik in uw toelichting is nog wijzer. Men mag niet blind blijven voor de gruwel die daar aan de gang is. Vooruit is uw bondgenoot. Dialoog is nodig, is goed. Diplomatie en dialoog worden vandaag in veel conflicten al te vaak achterwege gelaten.

Ik onthoud ook dat bij een eventuele verdere escalatie en indien er geen beterschap komt, een uitbreiding van sancties mogelijk is. Wat we nu doen is immers te weinig.

05.10 Sandro Di Nunzio (Anders.): Dank u, mijnheer de minister, voor uw antwoorden. Ik hoor hier in de zaal zeggen dat diplomatieke betrekkingen nuttig zijn. Ik zou zeggen dat ze noodzakelijk zijn. Ik kan me er dan ook alleen maar over verheugen dat ze worden hersteld. Dankzij diplomatieke relaties met landen zoals Rwanda kunnen we wegen en invloed uitoefenen. Het is een goede zaak. Het is vooral ook belangrijk dat u zegt dat u die relaties herstelt onder de gestelde voorwaarden. U blijft pleiten voor de terugtrekking uit Oost-Congo en voor de neutralisering van de FDLR, en u zult er niet voor terugdeinzen om economische sancties te nemen. Dat zijn volgens mij de goede voorwaarden. Ik kan dus alleen maar toejuichen dat die stap wordt gezet, dat er opnieuw wordt gepraat, dat er ook een economisch luik van belang is. U zegt terecht dat we oog moeten hebben voor onze belangen als land zonder het grotere plaatje te vergeten. Ik dank u voor uw antwoorden.

Ik heb gehoord dat er nog geen timing is voor de opening van de ambassade en dergelijke en dat die 1.600 Belgen terechtkunnen in Nairobi. Zodra het kan, zouden we graag geïnformeerd worden over de

verdere evolutie.

05.11 Lydia Mutyebele Ngoi (PS): Monsieur le ministre, tout d'abord, je veux vous remercier pour vos réponses. Je pense que vous avez été complet et sincère. Vous ne nous avez rien caché. Lorsque nous avons vu cette photo et lu le communiqué de presse, beaucoup de questions subsistaient. En diplomatie, les sourires et les déclarations publiques ne disent pas toujours tout. Nous avons besoin de vous entendre pour comprendre la portée réelle de vos échanges pour savoir comment nous positionner.

Vous savez, depuis 30 ans, l'est de la RDC est envahie par le Rwanda. Les populations sont massacrées et dépouillées de leurs richesses pour servir aux intérêts des multinationales.

J'ai bien entendu que, pour l'instant, vous n'entendez pas poursuivre votre plaidoyer en faveur de nouvelles sanctions. Je voudrais simplement rappeler que, depuis 30 ans, il n'y a jamais eu de sanctions à l'égard du Rwanda et c'est ainsi que ce pays a poursuivi ses interventions dans l'est du Congo. Je vous remercie toutefois d'avoir précisé que cette position est temporaire. Vous souhaitez observer l'évolution de la situation et voir comment le Rwanda se comportera, notamment en ce qui concerne son retrait du territoire congolais.

Vous nous avez également indiqué vous étiez prêt à reprendre votre plaidoyer auprès de vos homologues européens afin que des sanctions puissent être envisagées. C'est un élément important. Le dialogue est essentiel. C'est vrai, on ne résout pas une guerre par une autre guerre. Il faut d'abord dialoguer, et sur ce point, votre position est sage et j'y adhère pleinement.

Monsieur le ministre, nous reviendrons certainement vers vous pour refaire le point sur la situation et évaluer son évolution. Le cas échéant, nous vous inviterons à reprendre le plaidoyer que vous aviez entamé. Je tiens également à le dire très franchement, la Belgique a été à l'avant-garde sur cette question. Grâce à la fermeté dont vous avez fait preuve au sein de l'Union européenne, notre pays a conservé une position forte sur le dossier congolais. Je vous invite donc à maintenir cette vigilance et à rester à l'avant-garde afin que les populations de l'est de la RDC puissent enfin espérer la paix après plus de 30 années de guerre.

05.12 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord. Het is inderdaad belangrijk dat we de dialoog open houden. België heeft de dialoog trouwens niet verbroken, het waren de Rwandezen. We zijn nooit tegen dialoog geweest. Het is ten gevolge van onze forse tussenkomst op de Europese Raad over het verdrag met de Europese Unie dat zij daar die gevolgen uit hebben getrokken. Zij aanvaardden onze uitspraken niet. Wij hebben de stekker er niet uit getrokken, de Rwandezen hebben dat gedaan. Wij zijn ook altijd kritisch geweest over het type ambassadeur dat ze aanduiden. Het is goed dat er eerst een *chargé d'affaires* komt kijken naar hoe wij ermee zullen verdergaan. *Agree to disagree*. Zo moet dat verlopen in de diplomatieke relaties, maar alles moet wel op de tafel gelegd kunnen worden. Het is goed dat u spreekt over territoriale integriteit, het geweld in Oost-Congo. Uit de berichten blijkt dat de situatie nog erger is dan vroeger. Mensen worden aan hun lot overgelaten.

Internationale verdragen moeten worden nageleefd overal ter wereld. Ook vanuit het Parlement komen we op tegen schendingen van verdragen in welk land ook. Dat gaat ook op voor Rwanda. Ze hebben er een handje van weg om de parlementaire vrijheid in te perken. Ik heb dat persoonlijk meegemaakt tijdens de vorige legislatuur met betrekking tot politieke gevangenen. We mogen dat niet aanvaarden. Ook dat is *agree to disagree*. Dat alles moet bespreekbaar zijn. Het is aan het Parlement om al dan niet uitspraken te doen over, bijvoorbeeld, arbitraire detenties en politieke gevangenen. Het Parlement zal daar onderzoek naar moeten voeren. We mogen niet aanvaarden dat zij hier komen zeggen dat we bepaalde thema's niet mogen bespreekbaar stellen. We moeten als Parlement daarin durven uitspraken te doen. Ik doe daarom graag hier die oproep.

05.13 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik sluit me bij die oproep aan. Rwanda heeft inderdaad de diplomatieke betrekkingen verbroken. Het is goed dat die betrekkingen nu weer zijn opgestart. Ik vind het belangrijk, mijnheer de minister, dat u hebt gezegd dat geen enkele voorwaarde of tegeneis is geformuleerd. Dat is voor mij essentieel in uw antwoord. Het is belangrijk om dat aspect ook in het achterhoofd te houden voor de toekomst. Ik zou het jammer vinden dat wij naar aanleiding van wat nu gebeurt, zijnde de hervatting van normale diplomatieke betrekkingen en de hervatting van de activiteiten

van de ambassade, aan zelfcensuur zouden doen bij het innemen van posities. De realiteit is dat in Oost-Congo massale wredeheden worden gepleegd met genocidale elementen. Dat is gewoon de waarheid. We moeten blijven durven spreken.

In debatten met de regering over onder meer terugkeerhubs in Rwanda moeten we eraan herinneren dat dat een terugkeer naar een terreurregime betekent. Ik begrijp niet dat dat idee in het hoofd van sommige partijen leeft. Voor mij is dat knettergek. Het is bizar om voor te stellen een terugkeerhub te installeren in een terreurregime. Blijkbaar hebben sommigen hier de kunst van cognitieve dissonantie zo opgerekt dat de onoverbrugbaarheid bijna een continentale omvang heeft aangenomen. Hetzelfde geldt voor terugkeerhubs naar een regime dat mensen zoals Ingabire op die manier met schijnprocessen behandelt. We zouden mensen eventueel naar daar sturen die veel minder in de kijker lopen en voor wie het regime dus nog veel minder scrupules zou hebben, terwijl de M23 voort kan doen.

Voor mij zat de kern van uw antwoord duidelijk in het ontbreken van voorwaarden. Ik hoop dat dat betekent dat onze kritische houding ten opzichte van dat terreurregime behouden blijft en dat we er niet aan denken om met dat regime over een terugkeerhub te onderhandelen en om de situatie daar inzake mensenrechten te normaliseren.

05.14 Pierre Kompany (Les Engagés): Monsieur le ministre, chers collègues, c'est avec beaucoup de retenue, mais aussi avec une profonde émotion, que je voudrais évoquer l'histoire de ce jeune Congolais de 23 ans qui avait entrepris un périple à vélo à travers l'Afrique pour demander la fin de la guerre dans l'est de la RDC. Tragiquement, il a perdu la vie au cours de ce voyage: pas sur son vélo, mais lorsqu'il se rendait faire réparer la roue de son vélo en taxi.

J'ai suivi plusieurs interventions à l'ONU et j'ai constaté que le discours que vous avez prononcé au nom de la Belgique allait dans le même sens que le message porté par ce jeune homme: un appel à la paix. Ce discours rappelait également des principes essentiels, à savoir le respect du droit international et la référence judiciaire à la Cour internationale de Justice.

Monsieur le ministre, votre discours à l'ONU vous vaut mes sincères félicitations. Il n'était pas teinté de vindicte. Il appelait simplement toutes les nations à œuvrer pour la paix. Et cette paix, la Belgique y travaille. Vous avez d'ailleurs employé les mots justes en disant : "nous y travaillons". C'est une réalité. Avec les moyens qui sont les nôtres, nous avons réussi, à un moment donné, à rassembler les États européens autour du cas du Rwanda. Je suis convaincu que nous pourrions encore accomplir beaucoup pour faire progresser la paix.

Nous savons également que vous avez eu d'autres contacts et d'autres rencontres, notamment avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ainsi qu'avec le ministre aux Affaires étrangères du Qatar, le docteur Mohammed bin Abdulaziz Al-Khulaifi. Ce sont, chacun à leur niveau, des acteurs essentiels pour la consolidation du processus de paix.

Plusieurs collègues l'ont rappelé: le Rwanda doit reculer dans ses ambitions et vous avez un rôle à jouer dans ce dossier.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitster**: We sluiten hier de actualiteitsdebatten. De heer De Maegd heeft eraan herinnerd dat u mondelinge vragen ook schriftelijk kunt laten behandelen. U zult daarover een mail ontvangen.

05.15 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik heb een praktische vraag. Hoe doen we dat bij samengevoegde vragen?

De **voorzitster**: Dat moet u onderling afspreken.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.38 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11 h 38.*

De schriftelijk behandelde mondelinge vragen worden later aan het verslag toegevoegd.

Les questions orales traitées par écrit seront rajoutées au compte rendu ultérieurement.